

RAPPORT SEMESTRIEL 2005
CARBONE LORRAINE

Partenaire de l'Innovation



Sommaire

1

PANORAMA GÉNÉRAL DU GROUPE

| | |
|---------------------------|-------|
| Message du Président | p. 5 |
| Panorama des activités | p. 6 |
| Résultats et perspectives | p. 10 |

2

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

| | |
|---|-------|
| Périmètre de consolidation | p. 13 |
| Bilan consolidé | p. 16 |
| Compte de résultat consolidé | p. 19 |
| Tableau des flux de trésorerie consolidés | p. 20 |

3

ANNEXE

p. 21

4

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

p. 72

Message du Président

Madame, Monsieur, Cher(e) actionnaire,

Les résultats de votre Groupe sont en forte croissance au premier semestre 2005. En dépit de la réduction de production dans l'industrie automobile nord-américaine et de la forte hausse des matières premières et de l'énergie, le résultat opérationnel est en croissance de 39% en normes IFRS et de 24% en normes françaises. Cette progression de nos résultats est due au succès de notre plan d'économies.

Comme je vous l'ai annoncé il y a quelques mois, nous débutons actuellement un projet ambitieux d'accélération de la croissance de Carbone Lorraine. Ce semestre a ainsi été marqué par le lancement des trois principaux projets de notre stratégie de croissance rentable.

En Asie, premier champ d'expansion de Carbone Lorraine, nous avons lancé les premières commandes d'équipement pour l'usine de semi-produits en graphite qui doublera à terme notre capacité de production. C'est à Chongqing, en Chine, que l'usine ouvrira ses portes, début 2007. Elle constitue une pièce maîtresse dans notre stratégie de croissance.

En matière d'innovation, notre projet " CL Clad " avance rapidement. Nous avons passé la commande du nouveau four de production pour notre usine de Pagny-sur-Moselle. Cette technologie permettra de réaliser des réacteurs économiques en acier plaqué tantale pour mieux répondre aux besoins de la chimie et de la pharmacie. Les premières ventes interviendront dès 2006.

Enfin, en Protection Electrique, nous accroissons nos capacités de production de porte-fusibles afin de pouvoir produire dès 2006 pour le compte de grands clients internationaux.

La période actuelle est passionnante pour nos collaborateurs qui construisent un Groupe encore plus orienté vers la croissance. Nos actionnaires sont eux aussi associés à ce projet ambitieux, et ils bénéficieront, au travers du cours de bourse et de la distribution de dividendes, de notre programme de croissance rentable.

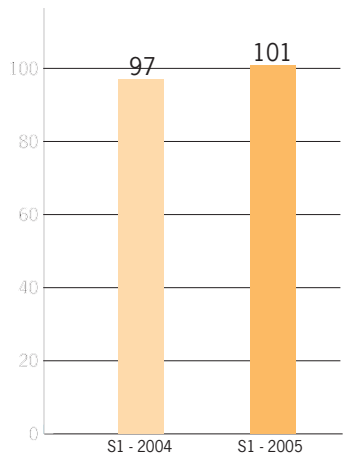


Claude Coccozza

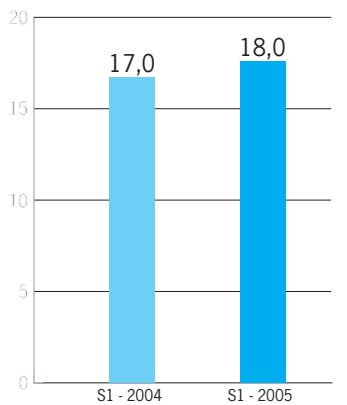
Président-Directeur Général

A handwritten signature in black ink, which appears to be 'C. Coccozza', written over a white background.

Panorama des activités



Chiffre d'affaires (millions d'euros)



Marge opérationnelle (%)*

*Résultat opérationnel/chiffre d'affaires avant répartition des frais centraux

Systèmes et Matériaux Avancés

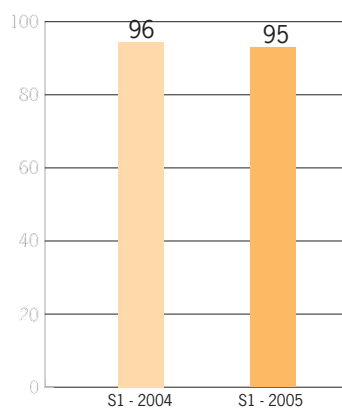
Le chiffre d'affaires des Systèmes et Matériaux Avancés est en forte croissance à plus de 6% à périmètre et changes constants. Cette croissance s'est manifestée aussi bien dans les Applications à Hautes Températures, que dans les équipements anticorrosion et les freins.

Dans les Applications à Hautes Températures du graphite les ventes progressent de près de 10% à périmètre et changes constants. La croissance a été forte sur l'ensemble des zones géographiques. Elle a concerné plus particulièrement les marchés des produits réfractaires et de la fabrication des moules pour la plasturgie. En électronique, la demande de graphite pour la production des diodes électroluminescentes et de cellules solaires a compensé une demande moindre pour la fabrication des puces en silicium.

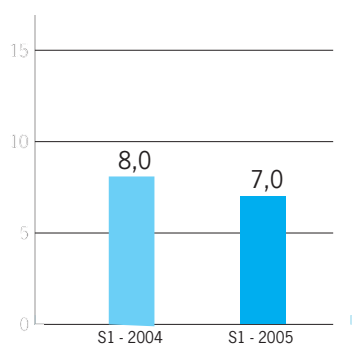
Les Equipements Anticorrosion progressent de 6% sur le semestre à périmètre et changes constants, du fait essentiellement des ventes en Europe et en Asie. Les équipements en graphite génèrent la plus forte croissance alors que les équipements en métaux nobles connaissent un léger recul par rapport au premier semestre 2004. Ce retard devrait être compensé au second semestre par d'importants projets déjà signés en Amérique du Nord.

Le freinage à haute énergie a poursuivi sa croissance dans les applications ferroviaires et aéronautiques, avec une hausse de son chiffre d'affaires de 8% à périmètre et changes constants.

Le résultat opérationnel des Systèmes et Matériaux Avancés progresse de 11% en normes IFRS et la marge opérationnelle s'élève à 18%.



Chiffre d'affaires (millions d'euros)



Marge opérationnelle (%)*

*Résultat opérationnel/chiffre d'affaires avant répartition des frais centraux

Applications Électriques

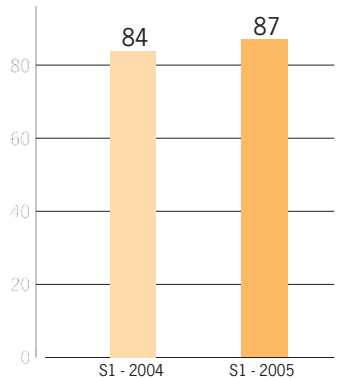
Le chiffre d'affaires des Applications Électriques est en baisse de 1% à périmètre et changes constants.

Nos ventes de balais et porte-balais pour moteurs industriels progressent sur toutes les zones à l'exception de l'Europe où elles sont en légère baisse. L'activité est particulièrement bonne sur les marchés de l'aviation en Europe, de la traction électrique en Amérique du nord, ainsi que dans les porte-balais.

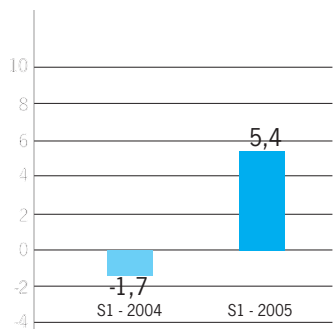
Les ventes de balais et porte-balais pour petits moteurs électriques sont affectées par les difficultés rencontrées par les principaux constructeurs automobiles nord-américains face à la concurrence. Les " Big 3 " ont d'ailleurs annoncé au premier semestre d'importantes réductions de volumes de production. Pour pallier cette situation, de nouvelles réductions de coûts vont être mises en œuvre au second semestre dans les usines nord-américaines.

Le résultat opérationnel en normes IFRS est en baisse du fait de la réduction des volumes de ventes dans l'automobile nord américaine et de la hausse des matières premières. Le cours moyen du cuivre en particulier a augmenté de plus de 30% entre les premiers semestres 2004 et 2005. Cependant la marge opérationnelle s'élève à 7%, en baisse de seulement 1 point par rapport au premier semestre 2004 grâce à la diversité de nos débouchés.

Panorama des activités



Chiffre d'affaires (millions d'euros)



Marge opérationnelle (%)*

*Résultat opérationnel/chiffre d'affaires avant répartition des frais centraux

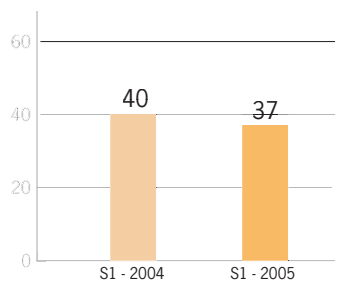
Protection Électrique

Le chiffre d'affaires de la Protection Électrique est en hausse de 5% à périmètre et changes constants. Les ventes ont progressé en Amérique du Nord et en Europe. Elles sont en baisse en Asie du fait d'un effet de référence, des commandes importantes en interruption de puissance avaient été livrées au Japon au premier semestre 2004.

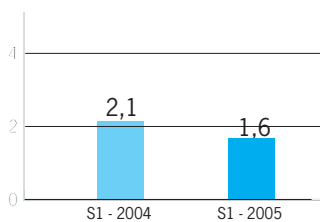
Les ventes de fusibles pour la protection des semi conducteurs ont fortement progressé en Amérique du Nord et en Europe. Les ventes de fusibles à usages généraux pour la protection des équipements industriels ont progressé en Amérique du Nord, en liaison avec la bonne conjoncture économique qui a prévalu dans cette zone. Les ventes de fusibles pour la protection des réseaux de distribution (moyenne tension) ainsi que celles d'équipements de protection des bogies sont également en croissance sensible.

Les actions d'amélioration de la productivité de l'usine française de Saint Bonnet de Mûre sur laquelle ont été transférées les productions des sites allemands et espagnol, se poursuivent de manière satisfaisante. Elles conduisent à une sensible amélioration du résultat opérationnel qui atteint 4,7 millions d'euros en normes IFRS alors qu'il était négatif au premier semestre 2004 du fait de l'importance des charges de restructuration. Celles-ci réduisent encore de 1 million d'euros le résultat opérationnel du premier semestre 2005.

Le Groupe bénéficie maintenant d'un outil industriel performant qui doit générer des résultats très satisfaisants dès la reprise de la conjoncture en Europe. Les projets de développement en cours permettront également de conquérir de nouveaux marchés et contribueront à l'amélioration des résultats.



Chiffre d'affaires (millions d'euros)



Marge opérationnelle (%)*

*Résultat opérationnel/chiffre d'affaires avant répartition des frais centraux

Aimants

Comme prévu, le chiffre d'affaires des aimants est en baisse de 8% à périmètre et changes constants .

Cette baisse est liée à la fermeture en cours de l'usine d'Evreux, ainsi qu'à la rationalisation du portefeuille de produits et de clients réalisée en 2004 pour améliorer la rentabilité et offrir un meilleur service à nos grands clients. Le niveau d'activité a également été affectée par le ralentissement de la production des constructeurs automobiles nord américains.

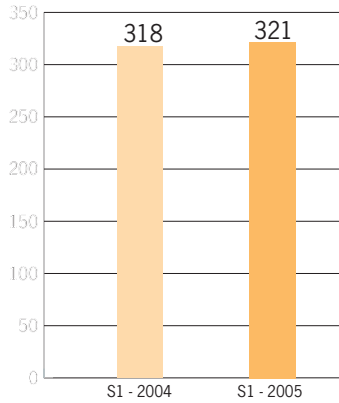
Les ventes d'inducteurs ont progressé de manière sensible en Europe. Elles sont également en hausse en Amérique du Nord.

Les résultats 2005 en norme IFRS sont fortement affectés par la fermeture en cours de l'usine d'Evreux. Cependant, en dépit des charges de restructurations correspondantes, le résultat opérationnel atteint 0,6 million d'euros. Hors charges de restructuration, le résultat opérationnel s'élèverait à 1,2 million d'euros contre 0,3 million d'euros au premier semestre 2004.

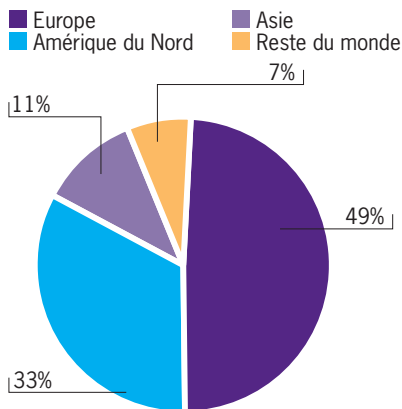
La fermeture de l'usine d'Evreux devrait être achevée comme prévue en fin d'année.

NB : les variations de chiffres d'affaires de chacune des activités sont exprimées à périmètre et changes constants.

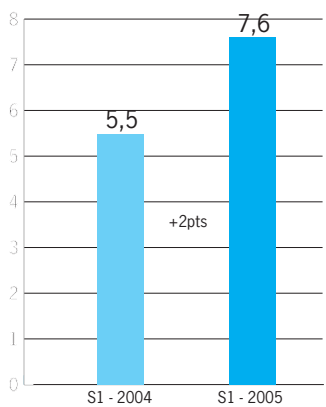
Résultats et perspectives



Chiffre d'affaires consolidé (millions d'euros)



Répartition du CA S1 2004 par zone géographique de destination hors aimants



Marge opérationnelle (%)

Chiffre d'affaires consolidé (millions d'euros)

Carbone Lorraine a réalisé un chiffre d'affaires de 321 millions d'euros au premier semestre 2005, en hausse de 2% à périmètre et changes constants.

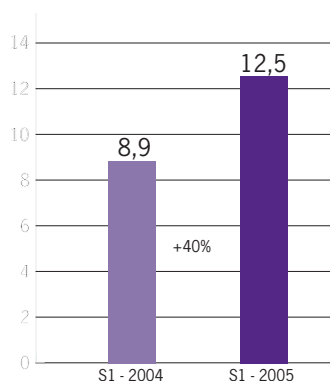
Sans tenir compte de l'activité Aimants en cours de cession, la progression des ventes atteint 3,5%. Cette croissance a été réalisée en dépit de la réduction de production automobile américaine. Cette situation a principalement affecté les Applications Electriques qui réalisent 15% de leurs ventes à destination de l'industrie automobile nord-américaine.

Répartition du chiffre d'affaires S1 2005

Les réductions de production de l'industrie automobile américaine ont limité à 1% la croissance des ventes sur l'Amérique du Nord bien que les autres marchés y soient en progression sensible. Les ventes en Europe sont en hausse de 1% (3% hors Aimants). Le chiffre d'affaires en Asie augmente de 3% (6% hors Aimants) en dépit de la baisse des ventes au Japon (d'importantes commandes en interruption de puissance avaient été livrées au premier semestre 2004). La croissance est de 19% dans le reste du monde avec une activité particulièrement forte en Amérique du Sud.

Marge opérationnelle (%R0/CA)

Le résultat opérationnel s'établit à 24,3 millions d'euros en normes IFRS, soit une progression de 39% par rapport à l'an passé. Retraité en normes françaises (c'est à dire essentiellement en excluant les charges exceptionnelles et en reclassant en charges financières les commissions bancaires et les escomptes), le résultat opérationnel s'élève à 30 millions d'euros et progresse de 24%. La marge opérationnelle atteint 7,6% en normes IFRS contre 5,5% au premier semestre 2004. Retraité en normes françaises la marge opérationnelle du premier semestre 2005 est de 9,4% contre 7,6% au premier semestre 2004.



Résultat net, part du Groupe (millions d'euros)

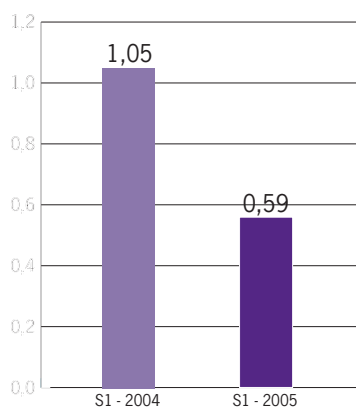
Résultat net, part du Groupe (millions d'euros)

Les frais financiers sont en baisse de 14% à 3,4 millions d'euros du fait de la baisse de l'endettement moyen.

Les impôts augmentent à 8,2 millions d'euros du fait de la progression des résultats et des impôts différés. La hausse des impôts différés est liée à l'impact de la variation du dollar sur l'endettement intra-groupe.

Le résultat net part du groupe s'élève à 12,5 millions d'euros contre 8,9 millions d'euros au premier semestre 2004, en hausse de 40%.

Le résultat par action est en hausse de 14%. Il est établi sur la base d'un nombre d'actions supérieur de 21% à celui du premier semestre 2004 suite à l'augmentation de capital réalisée au deuxième semestre 2004.



Endettement net/fonds propres

Endettement net / Fonds propres

Les activités opérationnelles ont généré au premier semestre 2005 un flux de trésorerie après financement du besoin en fonds de roulement de 12,4 millions d'euros contre 2,5 millions d'euros au premier semestre 2004.

Le flux de trésorerie des activités d'investissement inclut en immobilisations financières le versement de 20 millions d'euros sur un compte bloqué auprès de la Commission Européenne en garantie de la procédure d'appel en cours auprès du Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes.

L'endettement net augmente de 39 millions d'euros du fait du versement des 20 millions d'euros mentionné ci-dessus, des parités monétaires qui revalorisent la dette de 11 millions d'euros et du versement du dividende de 8 millions d'euros.

L'endettement net de 164 millions d'euros correspond à un ratio d'endettement sur fonds propres de 0,59 contre 1,05 à fin juin 2004 et 0,49 à fin décembre 2004.

Résultats et perspectives

Au premier semestre 2005, la croissance du chiffre d'affaires est proche de notre prévision annuelle à périmètre et changes constants hors aimants (3,5% vs 4%). La réussite de notre plan d'économies a fortement contribué à la hausse importante des résultats du premier semestre. Cette hausse devrait rester forte sur l'ensemble de l'année, sauf dégradation des conditions économiques.

Nous poursuivrons au second semestre la mise en œuvre de nos projets de croissance qui visent à amplifier au cours des prochaines années la progression du chiffre d'affaires et des résultats.

La cession en cours de l'activité aimants devrait réduire le poids de l'industrie automobile à un niveau inférieur ou égal à celui de nos autres débouchés industriels. Le nouvel équilibre, et notre concentration sur des secteurs valorisant notre capacité d'innovation et notre qualité de service aux clients, seront favorables à la croissance régulière des résultats.

Le plan d'économies lancé début 2002 a renforcé la compétitivité des activités qui vont assurer la croissance du Groupe. Les projets de développement en cours vont en amplifier les effets sur les résultats.

Comptes consolidés premier semestre 2005

Liste des sociétés consolidées

| | % de contrôle Groupe | % d'intérêts Groupe |
|---|----------------------|---------------------|
| 1. Le Carbone-Lorraine SA (France) | 100 | 100 |
| 2. Carbone Lorraine Applications Électriques (France) | 100 | 100 |
| 3. Carbone Lorraine Composants (France) | 100 | 100 |
| 4. Carbone Lorraine Équipement Génie Chimique (France) | 100 | 100 |
| 5. Carbone Lorraine Corporate Services (France) | 100 | 100 |
| 6. AVO SA (France) | 100 | 100 |
| - SCEET (Tunisie) | 100 | 100 |
| 7. Ferraz Shawmut SA (France) | 100 | 100 |
| - FDI | 100 | 100 |
| 8. Ugimag SA (France) | 100 | 100 |
| 9. Ferroxdure (France) | 100 | 100 |
| 10. Polygraphite (France) | 100 | 100 |
| 11. Carbone Lorraine Holdings KG (Allemagne) | 100 | 100 |
| - Deutsche Carbone AG | 100 | 100 |
| - Belanova-Kalbach GmbH | 100 | 100 |
| - Kalinova-Kalbach GmbH | 100 | 100 |
| - Ferraz Shawmut GmbH (ex-Berg) | 100 | 100 |
| - Cometec | 100 | 100 |
| 12. Carbone Danmark SA | 100 | 100 |
| 13. G. Dietrich GmbH (Allemagne) | 100 | 100 |
| 14. Dietrich AG (Suisse) | 100 | 100 |
| 15. Dietrich Ges. (Autriche) | 100 | 100 |
| 16. Carbone Lorraine GmbH (Allemagne) | 100 | 100 |
| 17. Sofacel (Espagne) | 50 | 50 |
| 18. Ferraz Shawmut España | 100 | 100 |
| - Ferraz Shawmut Iberica | 100 | 100 |
| 19. Le Carbone Holdings Ltd GB | 100 | 100 |
| - Le Carbone GB Ltd | 100 | 100 |
| - Le Carbone Ltd | 100 | 100 |
| - Ralph Coidan Ltd | 100 | 100 |
| 20. Il Carbonio Spa. (Italie) | 100 | 100 |
| 21. Le Carbone-Lorraine (Nederland) BV | 100 | 100 |
| 22. Carbone Nordic AB (Suède) | 100 | 100 |
| 23. Carbone of America (LCL) Ltd (Canada) | 100 | 100 |
| 24. Ferraz Shawmut Canada | 100 | 100 |
| 25. Carbone Lorraine North America (USA) | 100 | 100 |
| - Graphite Repairs | 51 | 51 |
| - Shanghai Carbone Lorraine Chemical Equipment Cy Ltd (Chine) | 76 | 76 |
| - Carbone Corp. | 100 | 100 |
| - Carbone of America Industries Corp. | 100 | 100 |
| - Carbone Kirkwood Llc | 73,6 | 73,6 |
| - Astrocosmos Metallurgical Inc. | 100 | 100 |
| - Astro Service Center Inc. | 100 | 100 |
| - Midland Materials | 100 | 100 |
| 26. Ferraz Fuse Corp. (USA) | 100 | 100 |
| - Ferraz Shawmut Inc. (USA) | 100 | 100 |
| - Ferraz Shawmut de Mexico (Mexique) | 100 | 100 |
| 27. Ugimagnet Corp. USA | 100 | 100 |
| - Ugimag Inc. USA | 100 | 100 |
| - Fermag Inc. | 100 | 100 |
| - Ugimag SA de CV | 100 | 100 |
| 28. Le Carbone-Lorraine Australia | 100 | 100 |
| 29. Le Carbone KK (Japon) | 100 | 100 |
| 30. Ferraz Shawmut Japan | 100 | 100 |
| 31. Le Carbone (South Africa) PTY Ltd (RSA) | 69,2 | 69,2 |
| - Statcor Electrical | 69,2 | 69,2 |
| - Dustria Investment | 69,2 | 69,2 |
| 32. Carbono Lorena (Brésil) | 100 | 100 |
| 33. Carbone Lorraine Korea | 100 | 100 |

Toutes ces sociétés ont un exercice correspondant à l'année civile.

Évolution du périmètre de consolidation au cours des deux dernières années

Les principales modifications de périmètre ayant affecté les comptes consolidés en 2004 et au 30 juin 2005 sont les suivantes :

- Au cours de l'exercice 2004, la Société Carbone

Lorraine Corporate Services a absorbé la société Carbone Lorraine Information Système détenue par le Groupe et non consolidée en 2003.

- Au cours du premier semestre 2005, la société Carbone Lorraine Composants a absorbé la société Astrad (commercialisation de freins) acquise en janvier 2005.

L'établissement de comptes pro-forma ne se justifie pas compte tenu du caractère non significatif de ces évolutions.

Bilan consolidé

ACTIF

En millions d'euros

| | Note | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|--|------|--------------|--------------|--------------|
| ACTIF NON COURANT | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| - Goodwill | 4 | 179,0 | 164,4 | 177,5 |
| - Autres immobilisations incorporelles | | 4,3 | 4,9 | 5,5 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| - Terrains | 6 | 34,2 | 33,6 | 33,8 |
| - Constructions | | 28 | 27,5 | 29,7 |
| - Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles | | 76,1 | 75,7 | 68,7 |
| - Immobilisations en cours | | 10,1 | 6,9 | 16,7 |
| Actifs financiers non courants | | | | |
| - Participations | 7 | 14,8 | 13,3 | 11,9 |
| - Dérivés non courants | 14 | 0,5 | | |
| - Autres immobilisations financières | 13 | 23,9 | 4,2 | 4,5 |
| - Actifs d'impôts différés | 19 | 23,8 | 26,4 | 24,5 |
| - Actifs d'impôts exigibles non courants | | 1,7 | 1,5 | 1,7 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | | 396,4 | 358,4 | 374,5 |
| ACTIF COURANT | | | | |
| - Stocks | 8 | 132,0 | 118,6 | 119,2 |
| - Clients et comptes rattachés | 9 | 131,3 | 122,8 | 129,1 |
| - Autres créances d'exploitation | | 21,8 | 17,1 | 19,9 |
| - Actifs financiers courants | 13 | 0,6 | 1,3 | 1,9 |
| - Actifs d'impôts exigibles courants | | 3,1 | 2,1 | 1,4 |
| - Dérivés courants | 14 | 0,8 | | |
| - Titres disponibles à la vente | 13 | 1,8 | 0,6 | 2,0 |
| - Trésorerie et équivalents de trésorerie | 13 | 23,1 | 27,4 | 19,5 |
| TOTAL ACTIF COURANT | | 314,5 | 289,9 | 293,0 |
| TOTAL ACTIF | | 710,9 | 648,3 | 667,5 |

PASSIF

En millions d'euros

| | Note | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|---|------|--------------|--------------|--------------|
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| - Capital | | 27,6 | 27,5 | 22,4 |
| - Primes, réserves et report à nouveau | | 252,1 | 239,5 | 181,6 |
| - Résultat net de l'exercice | | 12,5 | 19,4 | 8,9 |
| - Ecart de conversion | | (19,9) | (37,4) | (25,5) |
| CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE CARBONE LORRAINE | | | | |
| | | 272,3 | 249,0 | 187,4 |
| - Intérêts minoritaires | | 5,8 | 5,7 | 5,8 |
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| | | 278,1 | 254,7 | 193,2 |
| PASSIF NON COURANT | | | | |
| - Provisions non courantes | 11 | 44,8 | 2,0 | 0,8 |
| - Avantages du personnel | 12 | 53,0 | 50,4 | 51,1 |
| - Passifs d'impôts différés | 19 | 5,7 | 4,6 | 4,2 |
| - Emprunt long et moyen terme | 13 | 169,3 | 132,9 | 212,8 |
| - Dérivés non courants | 14 | 1,0 | | |
| TOTAL PASSIF NON COURANT | | | | |
| | | 273,8 | 189,9 | 268,9 |
| PASSIF COURANT | | | | |
| - Fournisseurs et comptes rattachés | | 69,1 | 72,3 | 72,9 |
| - Autres passifs d'exploitation | | 47,4 | 44,8 | 50,7 |
| - Provisions courantes | 11 | 11,3 | 57,5 | 58,8 |
| - Passifs d'impôts exigibles courants | | 3,7 | 1,4 | 0,8 |
| - Passifs divers | | 6,5 | 5,7 | 9,5 |
| - Dérivés courants | 14 | 0,4 | | |
| - Autres passifs financiers courants | 13 | 2,6 | 2,7 | 2,4 |
| - Comptes courants financiers | 13 | 2,6 | 1,6 | 0,9 |
| - Concours bancaires courants | 13 | 15,4 | 17,7 | 9,4 |
| TOTAL PASSIF COURANT | | | | |
| | | 159,0 | 203,7 | 205,4 |
| TOTAL PASSIF | | | | |
| | | 710,9 | 648,3 | 667,5 |

Variation des capitaux propres

En millions d'euros

| | Attribuables aux actionnaires de Carbone Lorraine | | | | Total | Intérêts minoritaires | Capitaux propres |
|--|---|--------------|---------------|------------------------|--------------|--------------------------|---------------------|
| | Capital | Primes | Résultats | Écart de conversion | | | |
| Solde au 1er janvier 2004 | 22,4 | 219,8 | (38,2) | (30,3) | 173,7 | 5,9 | 179,6 |
| Résultat N-1 | | (38,2) | 38,2 | | | | |
| Dividendes versés | | | | | | (0,5) | (0,5) |
| Résultat | | | 8,9 | | 8,9 | 0,2 | 9,1 |
| Écart de conversion et divers | | | | 4,8 | 4,8 | 0,2 | 5,0 |
| Solde au 30 juin 2004 | 22,4 | 181,6 | 8,9 | (25,5) | 187,4 | 5,8 | 193,2 |
| Augmentation de capital | 5,1 | 56,9 | | | 62,0 | | 62,0 |
| Résultat | | | 10,5 | | 10,5 | 0,2 | 10,7 |
| Écart de conversion et divers | | 1,0 | | (11,9) | (10,9) | (0,3) | (11,2) |
| Solde au 31 décembre 2004 | 27,5 | 239,5 | 19,4 | (37,4) | 249,0 | 5,7 | 254,7 |
| Effet de changement des méthodes comptables | | (0,3) | | | (0,3) | | (0,3) |
| Situation nette retraitée | 27,5 | 239,2 | 19,4 | (37,4) | 248,7 | 5,7 | 254,4 |
| Résultat N-1 | | 19,4 | (19,4) | | | | |
| Dividendes versés | | (7,6) | | | (7,6) | (0,5) | (8,1) |
| Augmentation de capital | 0,1 | 1,5 | | | 1,6 | | 1,6 |
| Actions auto contrôle | | (0,9) | | | (0,9) | | (0,9) |
| Augm. juste valeur instrum. dérivés de couverture | | 0,4 | | | 0,4 | | 0,4 |
| Écart de conversion et divers | | 0,1 | | 17,5 | 17,6 | 0,3 | 17,9 |
| Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres | | 0,5 | | 17,5 | 18,0 | 0,3 | 18,3 |
| Résultat | | | 12,5 | | 12,5 | 0,3 | 12,8 |
| Total des produits et charges | | 0,5 | 12,5 | 17,5 | 20,5 | 0,6 | 31,1 |
| Solde au 30 juin 2005 | 27,6 | 252,1 | 12,5 | (19,9) | 272,3 | 5,8 | 278,1 |

En 2004, l'augmentation de capital provient :

- de la souscription de 2 489 420 actions nouvelles dans le cadre de l'appel public à l'épargne pour 63 millions d'euros (hors prise en compte des frais d'augmentation de capital pour 2,6 millions d'euros) ;
- de la souscription de 46 328 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés pour 1,3 millions d'euros ;
- et de l'exercice d'options de souscription accordées aux salariés avec création de 21 939 actions pour 0,3 millions d'euros.

En 2005, les mouvements principaux sont les suivants :

- augmentation de capital provenant de l'exercice d'options de souscription accordées aux salariés avec création de 65 858 actions pour 1,6 million d'euros ;
- inscription en capitaux propres des 23 132 actions propres détenues pour (0,9) million d'euros ;
- impact des normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers :
 - application des normes IAS 32 et 39 au 1^{er} janvier 2005 pour 0,3 million d'euros ;
 - augmentation de la juste valeur des instruments financiers dérivés à la clôture pour 0,4 millions d'euros

Compte de résultat consolidé

Groupe Carbone Lorraine

En millions d'euros

| | Note | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|---|--------------|-------------|--------------|-------------|
| Chiffre d'affaires consolidé | 16 | 320,6 | 636,0 | 317,7 |
| Coûts des produits vendus | | (230,6) | (466,3) | (232,7) |
| Marge brute totale | | 90,0 | 169,7 | 85,0 |
| Charges commerciales | | (30,7) | (59,7) | (29,9) |
| Frais administratifs centraux | | (26,0) | (50,3) | (25,8) |
| Frais de recherche | | (3,9) | (8,5) | (4,7) |
| Autres charges d'exploitation | | 0,2 | (0,4) | (0,1) |
| Autres charges et produits non récurrents | 15 | (4,5) | (14,2) | (6,0) |
| Éléments financiers d'exploitation | | (0,8) | (2,9) | (1,0) |
| Résultat opérationnel | 16/17 | 24,3 | 33,7 | 17,5 |
| Résultat financier | 18 | (3,4) | (7,5) | (3,9) |
| Résultat avant impôts | | 20,9 | 26,2 | 13,6 |
| Impôts courants | 19 | (4,5) | (7,1) | (3,6) |
| Impôts différés | 19 | (3,6) | 0,7 | (0,9) |
| Résultat net | | 12,8 | 19,8 | 9,1 |
| Attribuable à : | | | | |
| - Actionnaires de Carbone Lorraine | | 12,5 | 19,4 | 8,9 |
| - Intérêts minoritaires | | 0,3 | 0,4 | 0,2 |
| Résultat par action : | | | | |
| - Résultat de base par action (euros) | 20 | 0,91 | 1,66 | 0,80 |
| - Résultat dilué par action (euros) | 20 | 0,87 | 1,57 | 0,76 |

Tableau des flux de trésorerie consolidés

| | En millions d'euros | | |
|---|---------------------|---------------|---------------|
| | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
| Activités opérationnelles | | | |
| Résultat avant impôts | 20,9 | 26,2 | 13,6 |
| Amortissements | 11,5 | 22,8 | 11,7 |
| Provisions et perte de valeur | 5,3 | 16,8 | 7,6 |
| Résultat financier | 3,4 | 7,5 | 3,9 |
| Plus ou moins value de cession d'actifs | 0,0 | (1,8) | (1,0) |
| Autres | 0,4 | 1,0 | 0,0 |
| Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement | 41,5 | 72,5 | 35,8 |
| Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation | (14,5) | (6,8) | (6,0) |
| Variation autres éléments du BFR | (9,4) | (34,8) | (24,3) |
| Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles après variation du besoin en fonds de roulement | 17,6 | 30,9 | 5,5 |
| Impôts sur le résultat payés | (5,2) | (6,3) | (3,0) |
| Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles | 12,4 | 24,6 | 2,5 |
| Activités d'investissements | | | |
| Immobilisations incorporelles | (0,2) | (2,5) | (1,3) |
| Immobilisations corporelles | (8,9) | (18,7) | (9,2) |
| Immobilisations financières | (24,0) | (15,4) | (10,6) |
| Cessions d'immobilisations | 1,2 | 7,2 | 7,0 |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements | (31,9) | (29,4) | (14,1) |
| Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements | (19,5) | (4,8) | (11,6) |
| Activités de financement | | | |
| Augmentation de capital reçue | 0,6 | 62,0 | |
| Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires | (8,1) | (0,5) | (0,5) |
| Intérêts payés | (2,9) | (7,2) | (3,9) |
| Variation de l'endettement | 27,3 | (47,3) | 18,7 |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | 16,9 | 7,0 | 14,3 |
| Variation de trésorerie | (2,6) | 2,2 | 2,7 |
| Trésorerie à l'ouverture | (10,3) | (8,7) | (8,7) |
| Trésorerie à la clôture (Note 13) | 9,5 | 10,3 | 12,1 |
| Incidence des variations monétaires | (1,8) | 0,6 | (0,7) |
| Variation de trésorerie | (2,6) | 2,2 | 2,7 |

Annexe

NOTE N°1

Changement de référentiel comptable

Conformément au règlement CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne, les comptes consolidés de Carbone Lorraine et ses filiales (le " Groupe ") qui sont publiés au titre de l'exercice 2005, sont établis suivant les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards).

Avant l'exercice 2005 les comptes consolidés du Groupe étaient établis en conformité avec les méthodes et principes comptables définis par le Règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

Les options retenues par le Groupe sont indiquées dans les chapitres suivants. Des tableaux de réconciliation entre les états financiers de l'exercice 2004 selon le nouveau référentiel comptable et ceux établis selon les principes comptables français préalablement utilisés, sont présentés dans le présent document. Les normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers ont été appliquées à compter du 1^{er} Janvier 2005.

Les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2005 ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des transactions formulés dans les normes IFRS adoptées dans l'Union Européenne à cette date, et telles qu'elles devraient être applicables à la clôture de l'exercice. Ils ont par ailleurs été préparés conformément aux règles de présentation et d'information financière applicables aux comptes intermédiaires telles que définies dans le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Même si elle n'inclut pas toutes les informations exigées par le référentiel IFRS pour des comptes semestriels complets, l'annexe a été établie en accord avec les recommandations de l'AMF pour les comptes intermédiaires publiés lors de cette première année de mise en oeuvre du référentiel IFRS.

Les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2005 comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

L'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente de l'information donnée dans ces comptes semestriels consolidés, en cas d'adoption ultérieure par l'Union

Européenne de normes de l'IASB et/ou interprétations de l'IFRIC non encore adoptées dans l'Union Européenne et non compatibles avec le référentiel en vigueur et appliqué au 30 juin 2005.

NOTE N°2

Principes et méthodes

A. Périmètre et méthode de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère au 31 décembre de chaque année. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les filiales dont le Groupe détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

La mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20%.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Toutes les transactions et soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

Les comptes consolidés sont établis en euros.

B. Présentation des états financiers

Le groupe Carbone Lorraine présente ses états financiers selon les principes contenus dans la norme IAS 1 "Présentation des états financiers".

B1. Compte de résultat

Compte tenu de la pratique et de la nature de l'activité, le Groupe a opté pour la présentation du Compte de résultat suivant la méthode des charges par destination qui consiste à classer les charges selon leur destination dans le coût des ventes, le coût des activités commerciales ou administratives, le coût de recherche et développement.

B2. Bilan

Les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de l'arrêté sont classés en courant. Les autres actifs et passifs sont classés en non courant.

B3. Tableau des flux de trésorerie

Le Groupe établit le tableau des flux de trésorerie selon la méthode indirecte et les dispositions définies par la norme IAS 7.

La méthode indirecte consiste à déterminer les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles suivant lesquelles le résultat est ajusté des transactions sans effets de trésorerie et des éléments liés aux activités d'investissement et de financement.

C. Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères

Les comptes des filiales étrangères du Groupe sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle.

Le bilan des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est converti en euros au cours de clôture sauf les capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Le compte de résultat est converti au cours moyen de la période.

Le tableau des flux de trésorerie est converti au cours moyen à l'exception de la trésorerie qui est convertie au cours de clôture.

Les différences de conversion du bilan sont enregistrées distinctement au poste " Ecart de conversion " dans les capitaux propres et comprennent :

- l'incidence de la variation des taux de change sur les actifs et les passifs ;
- la différence entre le résultat calculé au taux moyen et

le résultat calculé au taux de clôture.

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition de filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont considérés comme des actifs et passifs de la filiale. Ils sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de la filiale et convertis au taux de clôture.

D. Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des taux de change des monnaies étrangères".

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés dans les pertes et profits de change dans le résultat opérationnel.

Les écarts de conversion sur les instruments financiers libellés en monnaies étrangères correspondant à une couverture d'investissement net dans une filiale étrangère sont inscrits dans les capitaux propres au poste "Ecart de conversion". Concernant le traitement des écarts de conversion à la date de transition se reporter au §C ci-contre.

Un dérivé de change est éligible à la comptabilité de couverture dès lors que la documentation de la relation de couverture a été mise en place à l'origine et que la démonstration de son efficacité tout au long de sa vie a été réalisée.

Une couverture permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes ; elle permet également de se prémunir contre les variations de valeurs de flux de trésorerie (chiffre d'affaires généré par les actifs de l'entreprise par exemple).

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur de ces instruments sont traitées selon les modalités suivantes :

- les variations de juste valeur des instruments éligibles à la couverture de flux futurs sont comptabilisées directement dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture (valeur intrinsèque) ; les variations de juste valeur de ces instruments sont ensuite enregistrées en résultat opérationnel et compensent au fur et à mesure la variation de valeur des actifs, passifs ou engagements fer-

mes couverts. La partie inefficace (valeur temps) est enregistrée en résultat opérationnel

- les variations de juste valeur des instruments non éligibles à la couverture de flux futurs sont comptabilisées directement en résultat.

E. Couverture de taux

Les instruments dérivés de taux sont évalués à la juste valeur au bilan. Les variations de juste valeur sont traitées selon les modalités suivantes :

- la part inefficace de l'instrument dérivé est comptabilisée en résultat en coût de la dette ;
- la part efficace de l'instrument dérivé est comptabilisée en :
 - fonds propres dans le cas d'un dérivé comptabilisé en flux de couverture (cas d'un swap permettant de fixer une dette à taux variable) ;
 - résultat (coût de la dette) dans le cas d'un dérivé comptabilisé en juste valeur de la couverture (cas d'un swap permettant de rendre variable une dette à taux fixe). Cette comptabilisation est compensée par les variations de juste valeur de la dette couverte.

F Immobilisations incorporelles

Les normes applicables sont IAS 38 "Immobilisations incorporelles", IAS 36 "Dépréciations d'actifs" et IFRS 3 "Regroupement d'entreprises".

Conformément à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et dont le coût peut être déterminé de façon fiable, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles du Groupe comprennent principalement les goodwill.

F1. Goodwill

En application de la norme IFRS 3, lors d'un regroupement d'entreprises, les actifs, passifs et passifs éventuels de la filiale sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les intérêts minoritaires sont évalués pour leur part dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs éventuels comp-

tabilisés. La différence entre le coût d'acquisition de la filiale et la quote-part du Groupe dans ses actifs nets évalués à leur juste valeur est comptabilisée en goodwill.

Les goodwill sont rattachés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe (UGT). Les UGT retenues par le Groupe sont au nombre de cinq :

- Applications Electriques,
- Aimants
- Protection Electrique
- Hautes températures et Freins haute énergie
- Equipements anticorrosion

Conformément à la norme IFRS 3 "Regroupement d'entreprises", les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an.

Conformément à la norme IAS 36, la méthode de test de perte de valeur des actifs retenue par le Groupe consiste à :

- élaborer des flux de trésorerie après impôt normatif sur la base du Plan Stratégique de l'UGT considérée ;
- déterminer une valeur d'utilité par une méthode comparable à toute valorisation d'entreprise en actualisant les flux de trésorerie au coût moyen pondéré du capital (Weighted Averaged Cost of Capital –WACC-) du secteur ;
- comparer cette valeur d'utilité à la valeur comptable des actifs pour déterminer s'il y a lieu de constater une perte de valeur ou non.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital pour chacune des unités génératrices de trésorerie.

En terme de variation du chiffre d'affaires et des valeurs terminales, les hypothèses retenues sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des activités opérationnelles.

Les pertes de valeur de goodwill constatées sont irréversibles.

F2. Brevets et licences

Les brevets et licences sont amortis sur le mode linéaire sur la période de protection juridique.

Les logiciels informatiques sont amortis sur mode linéaire sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

F3. Frais de développement

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont immobilisés dès que sont démontrés :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement bénéficieront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés qui remplissent les critères prescrits par le nouveau référentiel comptable sont inscrits à l'actif du bilan. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

G. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont calculés en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

A ce titre, le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue du bien.

Les durées retenues sont :

- Construction : 20 à 50 ans
- Agencements et installations : 10 à 15 ans

- Matériels et outillages : 3 à 10 ans
- Matériels de transport : 3 à 5 ans

Ces durées d'amortissement sont revues et sont modifiées en cas de changement significatif ; ces changements sont appliqués de façon prospective.

H. Contrats de location

Suivant la norme IAS 17, un contrat de location est classé en tant que contrat de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Quand les critères retenus par la norme ne sont pas respectés, les charges résultant de ces contrats sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice.

Les immobilisations utilisées dans le cadre d'un contrat de location financement sont comptabilisées au bilan du Groupe à la fois comme une immobilisation corporelle et comme une obligation d'effectuer des paiements futurs au titre de la location. Au commencement du contrat de location, l'actif et le passif correspondant aux paiements futurs au titre de la location sont portés au bilan pour les mêmes montants.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au titre de chaque période.

Pour chaque exercice comptable, un contrat de location-financement donne lieu à la comptabilisation suivante :

- la valeur du bien est enregistrée à l'actif du bilan : la valeur à retenir est généralement stipulée dans le contrat de crédit-bail, sinon celle-ci est déterminée par l'actualisation des loyers futurs à payer majorés de la valeur résiduelle de rachat ;
- la dette financière correspondante est enregistrée au passif pour le même montant ;
- l'actif immobilisé est amorti sur la durée de vie retenue par le Groupe pour les immobilisations de même nature ;

En contrepartie, la charge financière et les amortissements sont comptabilisés en résultat. Par ailleurs le remboursement d'une partie du capital de la dette s'effectue conformément au tableau de remboursement de la dette figurant au contrat de location-financement.

Le Groupe a fixé un seuil en fonction de sa taille et de l'activité de ses entités. Le retraitement des contrats de location finan-

cement figurant dans le bilan sera effectué pour tous les biens dont la valeur d'origine est supérieure à 1 million d'euros.

I. Perte de valeur des actifs corporels et incorporels

Conformément à la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur, les immobilisations incorporelles et corporelles du Groupe font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable ; cette valeur est définie comme la plus élevée de la juste valeur et de la valeur d'utilité.

Dans le cas où la valeur recouvrable des actifs serait inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles (hors Goodwill) à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée).

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du groupe Carbone Lorraine.

La norme IAS 36 définit le taux d'actualisation à utiliser comme le taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle de la valeur temps par marché et les risques spécifiques à l'actif. C'est le taux de rendement que des investisseurs demanderaient s'ils avaient à choisir un placement dont le montant, l'échéance et les risques seraient équivalents à ceux de l'actif ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) considéré.

Le taux d'actualisation utilisé pour les besoins du test de perte de valeur prend en compte la structure financière et le taux d'endettement des entreprises du secteur, c'est-à-dire des "comparables" et non ceux de l'entreprise ou du groupe auquel appartient l'actif ou l'UGT.

J. Actifs et passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation" et par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Informations à fournir et présentation".

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les actifs de transition, les dépôts de garantie versés afférents aux instruments dérivés, les instruments dérivés actifs, les prêts et les créances et les disponibilités et quasi-disponibilités.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés passifs, les dépôts de garantie reçus afférents aux instruments dérivés et les dettes.

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). A titre d'exemple les commissions de crédit sont déduites du montant initial de la dette, puis réintégrées période après période selon le calcul du TIE, la contrepartie de ces réintégrations étant comptabilisée en résultat.

K. Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

L. Actifs financiers non courants

Les titres des sociétés non consolidées sont évalués à leur juste valeur.

En cas de perte durable de valeur, une perte est constatée si la valeur comptable est supérieure à la juste valeur, celle-ci étant déterminée en tenant compte des perspectives de développement à moyen terme et est comptabilisée en résultat.

L'activité principale des filiales non consolidées est la distribution des productions des sociétés consolidées. Leur inclusion dans le périmètre de consolidation n'aurait pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Une société est intégrée dans le périmètre de consolidation, lorsque deux des quatre indicateurs ci-après sont atteints deux années de suite :

Capitaux propres : la différence entre la valeur des titres et la situation nette est supérieure à 1% des capitaux du Groupe de l'année précédente ;

Endettement : le montant de l'endettement externe est supérieur à 5 millions d'euros ;

Ventes externes : le chiffre d'affaires de la société diminué des ventes du Groupe réalisées avec cette société est supérieur à 1% du CA du Groupe de l'année précédente ;

Résultat net : le résultat net est supérieur en valeur absolue à 0,5 million d'euros.

M. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou à des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Lorsque la société dispose d'un échéancier fiable, les passifs sont actualisés lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

N. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient ou à leur valeur nette probable de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'encours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

O. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Dans le cas où l'existence de différé de paiement aurait un effet significatif sur la détermination de la juste valeur, il en est tenu compte en actualisant les paiements futurs.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client que le transfert des risques est réalisé, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe. Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens, équipements ou services reçus par le client, le chiffre d'affaires est en principe différé jusqu'à la date d'acceptation.

Les produits résultant d'activités annexes figurent dans le compte de résultat aux rubriques de nature correspondante (autres revenus, produits financiers) ou en déduction des frais de même nature (commerciaux, généraux, administratifs, recherche).

P. Avantages du personnel

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Ces calculs actuariels intègrent diverses hypothèses :

- tables de mortalités ;
- dates de départ à la retraite ;
- taux de progression des salaires et de rotation du personnel ;
- taux de rendement des actifs de couverture ;
- taux d'actualisation et d'inflation ;

définies pour chacune des entités concernées et en considérant leur contexte macro-économique local ;

Les écarts actuariels comprennent l'effet cumulé ;

- des ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit) ;
- et des changements d'hypothèses actuarielles.

La norme IAS 19 estime que sur le long terme les écarts actuariels peuvent se compenser et a de ce fait prévu une méthode dite du "corridor" pour la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi.

Le Groupe a opté pour cette méthode :

- les écarts actuariels cumulés non comptabilisés qui se situent à l'extérieur d'un corridor de plus ou moins 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur des actifs du régime ou de l'obligation, sont comptabilisés et amortis sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant de ce régime ;
- les écarts à l'intérieur de ce corridor de 10% ne sont pas comptabilisés ;
- les écarts actuariels nets cumulés non comptabilisés comprennent à la fois la part cumulée des 10% à l'intérieur du corridor, ainsi que la part à l'extérieur du corridor qui n'a pas été comptabilisée à la date de clôture ; conformément à la norme IAS 19 ils sont indiqués en annexe.

P1. Comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi du Groupe sont comptabilisés selon les règles suivantes :

Au bilan

Le montant comptabilisé au passif au titre de prestations définies est égal au total de :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture ;
- diminuée de la juste valeur, à la date de clôture, des actifs du régime utilisés directement pour payer ou financer les obligations ;
- majorée des profits actuariels (ou minorée des pertes actuarielles) non comptabilisés en raison de la règle présentée ci-dessus ;
- diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé, et des paiements.

Au compte de résultat

Le montant comptabilisé en charges ou en produits (le "coût net périodique relatif aux avantages du personnel") est le montant total net des éléments suivants :

- coût des services rendus au cours de l'exercice (ou les droits acquis au cours de l'exercice) ;
- coût financier (aussi appelé "effet de l'actualisation") ;
- rendement attendu des actifs du régime : ce rendement attendu est établi sur la base des attentes du marché, au début de la période, pour des rendements des actifs du plan sur toute la durée de vie de l'obligation correspondante (long terme) ;
- écarts actuariels : pour la fraction comptabilisée au cours de l'exercice ;
- coût des services passés : pour la fraction comptabilisée au cours de l'exercice ;
- pertes (profits) de toute réduction ou liquidation de régime.

P2. Comptabilisation du coût des services passés non reconnus

Les avantages passés non reconnus sont comptabilisés dans le compte de résultat au prorata de la durée de vie de l'obligation correspondante.

Q. Charges et produits non récurrents

Les charges et produits non récurrents correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et par leur montant significatif.

Les charges et produits non récurrents incluent les éléments suivants :

- résultat de cession : des immobilisations corporelles et incorporelles, sur titres de participation, sur autres immobilisations financières et autres actifs ;
- pertes de valeur des titres de participation, des prêts, de goodwill, d'actifs ;
- avantages du personnel non actif ;
- provisions pour risques ;
- dépenses de réorganisation et de restructuration.

R. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte du résultat financier, des impôts et des parts des minoritaires.

S. Impôts différés

Les corrections ou traitements comptables opérés en consolidation peuvent entraîner la modification des résultats des sociétés consolidées. Les différences temporelles apparaissant au bilan entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales des actifs et passifs correspondants donnent lieu au calcul d'impôts différés.

Conformément à la norme IAS 12 le Groupe présente les impôts différés dans le bilan consolidé séparément des autres actifs et passifs. Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués selon la

méthode du report variable, c'est-à-dire en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture, en tenant compte des majorations ou minorations de taux dans le futur.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entreprise s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

T. Information sectorielle

Conformément aux exigences de la norme IAS 14, le Groupe a retenu le secteur d'activité comme secteur primaire et le secteur géographique comme secteur secondaire. Le Groupe est actuellement organisé en 4 activités opérationnelles :

Systèmes et Matériaux Avancés : applications du graphite pour process industriels à hautes températures, équipements anticorrosion et freinage à haute énergie ;

Applications Electriques : balais et contacts électriques glissants pour moteurs industriels, automobiles et électroménagers et diagnostic des dysfonctionnements dans les moteurs électriques industriels et automobiles au niveau du contact entre les balais et le collecteur ;

Protection Electrique : fusibles et porte-fusibles utilisés pour la protection des équipements industriels et des semi-conducteurs de puissance, protégeant les personnes et les équipements ;

Aimants : aimants en ferrite, une céramique à base d'oxydes de fer et de strontium, assurant la rotation des petits moteurs électriques dans l'automobile, l'électroménager et le petit outillage.

Le Groupe représente son secteur secondaire en 5 secteurs géographiques : la France, l'Europe hors France, l'Amérique du Nord, l'Asie et le reste du monde.

L'information sectorielle du Groupe est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour établir et présenter les états financiers consolidés.

U. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le

nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

V. Avantages sur capitaux propres au profit du personnel

Conformément à la norme IFRS 2 "paiement fondé sur des actions", la juste valeur des options d'achat et de souscription d'action, et les offres réservées aux salariés portant sur des actions du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice, de la probabilité de réalisation des conditions d'exercice de l'option, de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus et du taux d'intérêt sans risque sur la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis à vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie.

W. Comptes intermédiaires

Les comptes intermédiaires sont arrêtés en appliquant les mêmes règles et méthodes que pour la clôture annuelle, sans tenir compte des effets de saisonnalité de l'activité du Groupe.

publier en 2006 leurs comptes consolidés de l'année 2005 conformément aux normes IFRS. Compte tenu de l'obligation de présenter un exercice comparatif dans le même référentiel comptable, la date réelle de transition aux normes IFRS est le 1^{er} janvier 2004.

Par conséquent, les premiers comptes complets en référentiel IAS/IFRS du groupe Carbone Lorraine seront ceux publiés au titre de l'exercice 2005, conformément à la norme IFRS 1 "Première adoption des normes internationales d'information financière".

Ils seront établis et présentés avec l'exercice 2004 suivant ces mêmes normes, à titre comparatif. Les éventuelles évolutions de normes IFRS en 2005 pourraient toutefois conduire à modifier le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004 et les états financiers retraités IFRS de l'exercice 2004 lors de la publication des comptes consolidés 2005.

Options retenues pour la préparation des premiers états financiers du Groupe en IFRS

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1 "Première adoption des normes internationales d'information financière", le Groupe a choisi pour son bilan d'ouverture :

- de conserver dans un compte séparé les écarts de conversion cumulés, sans impact sur les capitaux propres ;
- d'opter pour l'application des normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers à compter de l'exercice 2005 sans données comparatives ;
- de ne pas retraiter les écarts d'acquisition comptabilisés avant le 1^{er} janvier 2004 ;
- de maintenir les coûts historiques pour ses immobilisations corporelles, à l'exception de certains de ses terrains pour lesquels le Groupe a procédé à une réévaluation

NOTE N°3

Informations sur la transition aux normes comptables IFRS

Suivant les obligations figurant dans les nouvelles normes internationales les sociétés européennes concernées doivent

A. Bilan au 31 décembre 2004 IFRS

ACTIF

En millions d'euros

| Notes explicatives | Normes françaises | | Impact IAS/IFRS | | Normes IFRS |
|---|-------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------|
| | 31 décembre 2004 | Impact ouverture 2004 A.1. | Reclassements 2004 A.2. | Retraitements 2004 A.3. | 31 décembre 2004 |
| ACTIF NON COURANT | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| - Goodwill | 152,5 | 7,1 | (0,3) | 5,1 | 164,4 |
| - Autres immobilisations incorporelles | 13,5 | (8,9) | (0,2) | 0,5 | 4,9 |
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| - Terrains | 9,3 | 24,3 | | | 33,6 |
| - Constructions | 27,5 | | | | 27,5 |
| - Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles | 74,7 | 0,7 | 0,3 | | 75,7 |
| - Immobilisations en cours | 6,9 | | | | 6,9 |
| Immobilisations financières (1) | | | | | |
| - Participations | 13,3 | | (13,3) | | - |
| - Autres immobilisations financières | 17,2 | | (17,2) | | - |
| Actifs financiers non courant (2) | | | | | |
| - Participations | | | 13,3 | | 13,3 |
| - Autres immobilisations financières | | (2,8) | 7,0 | | 4,2 |
| - Actifs d'impôts différés (2) | | 5,0 | 21,4 | | 26,4 |
| - Actifs d'impôts exigibles non courants (2) | | | 1,5 | | 1,5 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | 314,9 | 25,4 | 12,5 | 5,6 | 358,4 |
| ACTIF COURANT | | | | | |
| - Stocks | 118,6 | | | | 118,6 |
| - Clients et comptes rattachés | 122,8 | | | | 122,8 |
| - Autres créances d'exploitation | 40,7 | (1,7) | (21,9) | | 17,1 |
| - Actifs d'impôts exigibles courants (2) | | | 2,1 | | 2,1 |
| - Créances financières (1) | 1,3 | | (1,3) | | - |
| - Actifs financiers courants (2) | | | 1,3 | | 1,3 |
| - Valeurs mobilières de placement (1) | 0,6 | | (0,6) | | - |
| - Titres disponibles à la vente (2) | 0,6 | | 0,6 | | 0,6 |
| - Disponibilités et assimilé | 27,4 | | | | 27,4 |
| TOTAL ACTIF COURANT | 311,4 | (1,7) | (19,8) | - | 289,9 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 626,3 | 23,7 | (7,3) | 5,6 | 648,3 |

PASSIF

En millions d'euros

| | Normes françaises | | Impact IAS/IFRS | | Normes IFRS |
|---|-------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2004 | Impact ouverture 2004 | Reclassements 2004 | Retraitements 2004 | 31 décembre 2004 |
| CAPITAUX PROPRES | | | | | |
| - Capital | 27,5 | | | | 27,5 |
| - Primes, réserves et report à nouveau | 239,8 | (0,5) | | 0,2 | 239,5 |
| - Résultat net de l'exercice | 15,2 | | | 4,2 | 19,4 |
| - Écart de conversion | (37,5) | | 0,1 | | (37,4) |
| CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES | | | | | |
| AUX ACTIONNAIRES DE CARBONE LORRAINE | 245,0 | (0,5) | 0,1 | 4,4 | 249,0 |
| - Intérêts minoritaires | 5,2 | 0,5 | | | 5,7 |
| CAPITAUX PROPRES | 250,2 | - | 0,1 | 4,4 | 254,7 |
| - Provisions non courantes | 32,5 | 0,1 | (30,6) | | 2,0 |
| - Avantages du personnel (2) | | 21,5 | 28,3 | 0,6 | 50,4 |
| - Passif d'impôts différés (2) | | 4,8 | (0,8) | 0,6 | 4,6 |
| - Emprunts à long terme | 132,9 | | | | 132,9 |
| TOTAL PASSIF NON COURANT | 165,4 | 26,4 | (3,1) | 1,2 | 189,9 |
| - Fournisseurs et comptes rattachés | 72,3 | | | | 72,3 |
| - Autres passifs d'exploitation | 45,8 | (0,1) | (0,9) | | 44,8 |
| - Provisions courantes | 63,4 | (2,6) | (3,3) | | 57,5 |
| - Passifs d'impôts exigibles (2) | | | 1,4 | | 1,4 |
| - Passifs divers | 7,2 | | (1,5) | | 5,7 |
| - Dettes financières à court terme (1) | 2,7 | | (2,7) | | - |
| - Autres passifs financiers courants (2) | | | 2,7 | | 2,7 |
| - Comptes courants financiers | 1,6 | | | | 1,6 |
| - Concours bancaires courants | 17,7 | | | | 17,7 |
| TOTAL PASSIF COURANT | 210,7 | (2,7) | (4,3) | 0,0 | 203,7 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 626,3 | 23,7 | (7,3) | 5,6 | 648,3 |

(1) poste n'existant plus dans le référentiel IFRS

(2) nouveau poste créé pour le référentiel IFRS

A.1. Impact du bilan d'ouverture 2004

Le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 du Groupe Carbone Lorraine a été établi en conformité avec la norme IFRS 1 "Première adoption des normes internationales d'information financière". Le Groupe a choisi d'appliquer les normes IAS 32 et 39 à partir du 1er janvier 2005.

Les principes et options retenus pour l'établissement du bilan d'ouverture, l'impact de l'application des normes IAS/IFRS sur les comptes consolidés du Groupe et la réconciliation des effets de la transition aux IFRS ont été décrites dans les notes jointes au bilan d'ouverture lors de la publication des comptes de l'exercice 2004.

Les impacts dans le bilan d'ouverture sont les suivants :

- reclassements en goodwill de fonds de commerce divers enregistrés en autres immobilisations incorporelles +7,1 millions d'euros ;
- reclassements de fonds de commerce pour (7,1 millions d'euros) en goodwill, d'autres immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles pour (0,7 million d'euros) et annulation d'actifs ne remplissant pas les critères de la norme IAS 38 en contrepartie des capitaux propres pour (1,1 million d'euros) ;
- réévaluation des terrains, principalement ceux des sites de Gennevilliers, Francfort, Barcelone et Saint-Bonnet-de-Mûre +24,3 millions d'euros ;
- reclassements d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles +0,7 million d'euros ;
- annulation d'écarts actuariels en contrepartie des capitaux propres (2,2 millions d'euros) et reclassement d'actifs de couverture venant en déduction de la provision avantages du personnel (0,6 million d'euros) ;
- l'impact sur les impôts différés long terme correspond au complément de provision pour avantages du personnel ; l'impact sur les impôts différés court terme est relatif au complément de provision pour avantages du personnel pour 1,2 million d'euros, à l'annulation d'immobilisations incorporelles pour 0,4 million d'euros et à la réévaluation des terrains de l'Allemagne pour (3,2 millions d'euros) ;
- annulation de charges à répartir en contrepartie des capitaux propres ;
- reclassement des provisions pour retraite (2,2 millions d'euros) répondant aux critères de l'IAS 19 en avantages du personnel ;
- impact de l'évaluation des avantages du personnel

selon IAS 19 +19,0 millions d'euros et reclassement des provisions pour retraite +2,2 millions d'euros ;

- impact des impôts différés passif sur la réévaluation des terrains pour 5,7 millions d'euros et sur l'annulation des écarts actuariels relatifs aux engagements de retraite pour (0,9 millions d'euros).

L'impact total sur les capitaux propres se détaille comme suit :

| | |
|---|------------|
| Annulation d'immobilisations incorporelles | (1,1) |
| Réévaluation des terrains | 24,3 |
| Annulation des écarts actuariels | (2,2) |
| Actifs de couverture sur avantages du personnel | (0,6) |
| Impôts différés actif long terme | 5,0 |
| Impôts différés actif court terme sur annulations d'actifs | 0,4 |
| Impôts différés actif court terme sur terrains | (3,2) |
| Impôts différés actif court terme sur avantages du personnel | 1,2 |
| Annulation de charges à répartir | (0,2) |
| Avantages du personnel | (19,0) |
| Impôts différés long terme sur réévaluation des terrains | (5,7) |
| Impôts différés long terme sur annulation des écarts actuariels | 0,9 |
| Divers et arrondi | 0,2 |
| Total de l'impact sur les capitaux propres | 0,0 |

A.2. Détail des reclassements

ACTIF

En millions d'euros

| | Reclassements 2004 | | | Total des reclassements |
|---|--------------------|------------------------|------------|-------------------------|
| | Impôts | Avantages du personnel | Autres | |
| Notes explicatives | A.2.1. | A.2.2. | A.2.3. | |
| ACTIFS NON COURANTS | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| - Goodwill | | | (0,3) | (0,3) |
| - Autres immobilisations incorporelles | | | (0,2) | (0,2) |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles | | | 0,3 | 0,3 |
| - Immobilisations en cours | | | | |
| Immobilisations financières (1) | | | | |
| - Participations | | | (13,3) | (13,3) |
| - Autres immobilisations financières | (7,8) | | (9,4) | (17,2) |
| Actifs financiers non courants (2) | | | | |
| - Participations | | | 13,3 | 13,3 |
| - Autres immobilisations financières | | (2,7) | 9,7 | 7,0 |
| - Actifs d'impôts différés (2) | 21,4 | | | 21,4 |
| - Actifs d'impôts exigibles non courants (2) | 1,5 | | | 1,5 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | 15,1 | (2,7) | 0,1 | 12,5 |
| ACTIF COURANT | | | | |
| - Stocks | | | | |
| - Clients et comptes rattachés | | | | |
| - Autres créances d'exploitation | (22,2) | | 0,3 | (21,9) |
| - Actifs d'impôts exigibles courants (2) | 2,1 | | | 2,1 |
| - Créances financières court terme (1) | | | (1,3) | (1,3) |
| - Actifs financiers courants (2) | | | 1,3 | 1,3 |
| - Titres disponibles à la vente | | | | |
| - Disponibilités et assimilé | | | | |
| TOTAL ACTIF COURANT | (20,1) | | 0,3 | (19,8) |
| TOTAL GÉNÉRAL | (5,0) | (2,7) | 0,4 | (7,3) |

PASSIF

En millions d'euros

| | Reclassements 2004 | | | Total des reclassements |
|---|--------------------|------------------------|------------|-------------------------|
| | Impôts | Avantages du personnel | Autres | |
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| - Capital | | | | |
| - Primes, réserves et report à nouveau | | | | |
| - Résultat net de l'exercice | | | | |
| - Écart de conversion | | | 0,1 | 0,1 |
| CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE CARBONE LORRAINE | | | | |
| - Intérêts minoritaires | | | 0,1 | 0,1 |
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| - Provisions non courantes | (3,4) | (27,2) | | (30,6) |
| - Avantages du personnel (2) | | 28,0 | 0,3 | 28,3 |
| - Passif d'impôts différés | (0,8) | | | (0,8) |
| - Emprunts à long terme | | | | |
| TOTAL PASSIF NON COURANT | (4,2) | 0,8 | 0,3 | (3,1) |
| - Fournisseurs et comptes rattachés | | | | |
| - Autres passifs d'exploitation | | (0,9) | | (0,9) |
| - Provisions courantes | (0,7) | (2,6) | | (3,3) |
| - Passifs d'impôts exigibles courants (2) | 1,4 | | | 1,4 |
| - Passifs divers | (1,5) | | | (1,5) |
| - Dettes financières à court terme (1) | | | (2,7) | (2,7) |
| - Autres passifs financiers courants (2) | | | 2,7 | 2,7 |
| - Comptes courants financiers | | | | |
| - Concours bancaires courants | | | | |
| TOTAL PASSIF COURANT | (0,8) | (3,5) | - | (4,3) |
| TOTAL GÉNÉRAL | (5,0) | (2,7) | 0,4 | (7,3) |

(1) poste n'existant plus dans le référentiel IFRS

(2) nouveau poste créé pour le référentiel IFRS

Notes sur les reclassements

Le groupe Carbone Lorraine présente ses états financiers selon les principes contenus dans la norme IAS1 "Présentation des états financiers".

A.2.1. Impôts

Impôts différés

En normes françaises, les actifs d'impôts différés étaient inclus pour la part long terme dans les autres immobilisations financières et pour la part court terme dans les autres créances d'exploitation, les passifs d'impôts différés étaient inclus pour la part long terme dans les provisions long terme et pour la part court terme dans les provisions court terme.

En normes IFRS, les impôts différés sont à classer sur 2 lignes spécifiques des actifs non courants et des passifs non courants intitulées "actifs d'impôts différés" et "passifs d'impôts différés".

Impôts exigibles

En normes françaises, les impôts exigibles étaient constatés à l'actif dans les autres créances d'exploitation et au passif dans les dettes diverses.

En normes IFRS, les impôts exigibles sont à constater sur des lignes spécifiques "actifs d'impôts exigibles" et "passifs d'impôts exigibles".

A.2.2. Avantages du personnel

En normes françaises, les avantages du personnel étaient essentiellement constitués des provisions pour retraite, prévoyance et frais médicaux et inclus dans les provisions à long et à court terme. Les actifs du régime étaient constatés dans le compte "autres immobilisations financières".

En normes IFRS, le montant comptabilisé au passif au titre de prestations définies sur la ligne "avantages du personnel" est égal au total de :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture ;
- diminuée de la juste valeur, à la date de clôture, des

actifs du régime utilisés directement pour payer ou financer les obligations ;

- majorée des profits actuariels (ou minorée des pertes actuarielles) non comptabilisés ;
- diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé ;
- diminuée des paiements.

A.2.3. Autres reclassements

Il s'agit essentiellement de reclassement de présentation car certaines lignes ont été supprimées et d'autres lignes créées :

- les actifs financiers non courants remplacent les immobilisations financières ;
- les actifs ou passifs financiers courants remplacent les créances ou dettes financières court terme.

A.3. Détail des retraitements

ACTIF

En millions d'euros

| Notes explicatives | Retraitements 2004 | | | Total des retraitements |
|---|----------------------------|------------------------|------------|-------------------------|
| | Amortissement des Goodwill | Avantages du personnel | Autres | |
| | A.3.1. | A.3.2. | A.3.3. | |
| ACTIFS NON COURANTS | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| - Goodwill | 5,1 | | | 5,1 |
| - Autres immobilisations incorporelles | | | 0,5 | 0,5 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles | | | | |
| - Immobilisations en cours | | | | |
| Actifs financiers non courants | | | | |
| - Participations | | | | |
| - Autres immobilisations financières | | | | |
| - Actifs d'impôts différés | | | | |
| - Actifs d'impôts exigibles non courants | | | | |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | 5,1 | | 0,5 | 5,6 |
| ACTIF COURANT | | | | |
| - Stocks | | | | |
| - Clients et comptes rattachés | | | | |
| - Autres créances d'exploitation | | | | |
| - Actifs d'impôts exigibles courants | | | | |
| - Actifs financiers courants | | | | |
| - Titres disponibles à la vente | | | | |
| - Disponibilités et assimilé | | | | |
| TOTAL ACTIF COURANT | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 5,1 | | 0,5 | 5,6 |

PASSIF

En millions d'euros

| | Retraitements 2004 | | | |
|---|-------------------------------|---------------------------|------------|----------------------------|
| | Amortissement des Goodwill | Avantages du personnel | Autres | Total des retraitements |
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| - Capital | | | | |
| - Primes, réserves et report à nouveau | | | 0,2 | 0,2 |
| - Résultat net de l'exercice | 4,4 | (0,4) | 0,2 | 4,2 |
| - Écart de conversion | | | | |
| CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE CARBONE LORRAINE | | | | |
| | 4,4 | (0,4) | 0,4 | 4,4 |
| - Intérêts minoritaires | | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| | 4,4 | (0,4) | 0,4 | 4,4 |
| - Provisions non courantes | | | | |
| - Avantages du personnel | | 0,6 | | 0,6 |
| - Passif d'impôts différés | 0,7 | (0,2) | 0,1 | 0,6 |
| - Emprunts à long terme | | | | |
| TOTAL PASSIF NON COURANT | | | | |
| | 0,7 | 0,4 | 0,1 | 1,2 |
| - Fournisseurs et comptes rattachés | | | | |
| - Autres passifs d'exploitation | | | | |
| - Provisions courantes | | | | |
| - Passifs d'impôts exigibles courants | | | | |
| - Passifs divers | | | | |
| - Passifs financiers courants | | | | |
| - Comptes courants financiers | | | | |
| - Concours bancaires courants | | | | |
| TOTAL PASSIF COURANT | | | | |
| | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |
| | 5,1 | - | 0,5 | 5,6 |

Notes sur les retraitements

A.3.1 Amortissements des goodwill

Avant le 1^{er} janvier 2004 les goodwill, correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la valeur de marché des actifs et passifs acquis, étaient amortis sur une durée n'excédant pas 40 ans. En application de nouveau référentiel comptable et conformément à la norme IFRS 3 "Regroupement d'entreprises", les goodwill ne font plus l'objet d'un amortissement. Ils font désormais l'objet une fois par an d'un test de perte de valeur.

Les amortissements constatés sur l'année 2004 pour 5,1 millions d'euros et l'impact d'impôts différés liés ont été extournés.

A.3.2 Avantages du personnel

En normes françaises, le Groupe comptabilisait ses engagements de retraites et assimilés sur la base des règles définies par le règlement n°99-02 du CRC. En application de la norme IAS 19, le Groupe a réalisé un inventaire exhaustif de ses engagements de retraite et autres avantages du personnel avec le support d'actuaire locaux, dont les travaux sont

coordonnés par un actuaire centralisateur.

Les engagements ont été valorisés selon la méthode actuarielle dite "des unités de crédit projetées" et avec des hypothèses actuarielles homogènes.

L'évaluation effectuée au 31 décembre 2004 fait apparaître un complément de dettes par rapport à l'évaluation du bilan d'ouverture 2004 de 0,6 million d'euros hors effet d'impôt.

A.3.3 Autres retraitements

Il s'agit pour l'essentiel :

- des reprises d'amortissement sur les immobilisations reclassées en goodwill à l'ouverture 0,2 million d'euros ;
- des paiements fondés sur des actions 0,2 million d'euros.

B. Compte de résultat consolidé

En millions d'euros

| <i>renvoi aux notes</i> | 2004 normes françaises | Reclassements 2004 B.1. | Retraitements 2004 B.2 | 2004 normes IFRS |
|--|---------------------------|-------------------------------|------------------------------|---------------------|
| Chiffre d'affaires consolidé | 636,0 | | | 636,0 |
| Coûts des produits vendus | (441,8) | (24,2) | (0,3) | (466,3) |
| Marge brute totale | 194,2 | (24,2) | (0,3) | 169,7 |
| Charges commerciales | (58,2) | (1,5) | | (59,7) |
| Frais administratifs centraux et de recherche | (55,9) | (2,8) | (0,1) | (58,8) |
| Autres charges et provisions d'exploitation | (4,4) | 4,0 | | (0,4) |
| Charges et produits non récurrents (2) | | (14,0) | (0,2) | (14,2) |
| Éléments financiers du résultat opérationnel (2) | | (2,9) | | (2,9) |
| Excédent brut d'exploitation (1) | 75,7 | | | |
| Amortissements (1) | (23,1) | 22,8 | 0,3 | - |
| Résultat opérationnel | 52,6 | (18,6) | (0,3) | 33,7 |
| Résultat financier | (11,3) | 3,8 | | (7,5) |
| Résultat courant avant impôt | 41,3 | (14,8) | (0,3) | 26,2 |
| Impôts courants et différés d'exploitation (1) | (10,7) | 10,7 | | - |
| Part des tiers dans les sociétés intégrées | (0,4) | | | (0,4) |
| Résultat courant net part du Groupe (1) | 30,2 | | | |
| Charges et produits exceptionnels nets d'impôts (1) | (9,9) | 9,9 | | - |
| Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition (1) | 20,3 | | | |
| Amortissement des écarts d'acquisition (1) | (5,1) | | 5,1 | - |
| Impôts courants et différés (2) | | (5,8) | (0,6) | (6,4) |
| Résultat net (part du Groupe) | 15,2 | - | 4,2 | 19,4 |

(1) poste n'existant plus dans le référentiel IFRS

(2) nouveau poste créé pour le référentiel IFRS

B.1. Détail des reclassements

En millions d'euros

| | Amor- tissement | Intéres- sement et participation | Escompte | Résultat financier | Charges et produits non récurrents | Impôts | Total reclassements |
|--|--------------------|--|--------------|-----------------------|--|----------|------------------------|
| Notes explicatives | B.1.1. | B.1.1. | B.1.1. | B.1.2. | B.1.3. | B.1.4. | |
| Chiffre d'affaires consolidé | | | | | | | |
| Coûts des produits vendus | (20,5) | (2,4) | (0,9) | | (0,4) | | (24,2) |
| Marge brute totale | (20,5) | (2,4) | (0,9) | | (0,4) | | (24,2) |
| Charges commerciales | (0,8) | (0,8) | | | 0,1 | | (1,5) |
| Frais administratifs centraux et de recherche | (1,5) | (0,8) | | | (0,5) | | (2,8) |
| Autres charges et provisions d'exploitation | | 4,0 | | | | | 4,0 |
| Charges et produits non récurrents (2) | | | | | (14,0) | | (14,0) |
| Eléments financiers du résultat opérationnel (2) | | | | (2,9) | | | (2,9) |
| Excédent brut d'exploitation (1) | | | | | | | |
| Amortissements (1) | 22,8 | | | | | | - |
| Résultat opérationnel | - | - | (0,9) | (2,9) | (14,8) | | (18,6) |
| Résultat financier | | | 0,9 | 2,9 | | | 3,8 |
| Résultat courant avant impôts | | | | | | | |
| Impôts courants et différés d'exploitation (1) | | | | | | 10,7 | 10,7 |
| Part des tiers dans les sociétés intégrées | | | | | | | |
| Résultat courant net part du Groupe (1) | | | | | | | |
| Charges et produits exceptionnels nets d'impôts (1) | | | | | 14,8 | (4,9) | 9,9 |
| Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition (1) | | | | | | | |
| Amortissement des écarts d'acquisition (1) | | | | | | | - |
| Impôts courants et différés (2) | | | | | | (5,8) | (5,8) |
| Résultat net (part du Groupe) | - | - | - | - | - | - | - |

(1) poste n'existant plus dans le référentiel IFRS

(2) nouveau poste créé pour le référentiel IFRS

Notes sur les reclassements

B.1.1 Amortissement, intéressement, participation et escomptes

Compte tenu de la pratique et de la nature de l'activité, le Groupe a opté pour la présentation du Compte de résultat suivant la méthode des charges par destination qui consiste à classer les charges selon leur destination dans le coût des ventes, le coût des activités commerciales ou administratives, le coût de recherche et développement.

Les amortissements, intéressements et participations (classés à l'origine en "autres charges et provisions d'exploitation") et les escomptes (classés en normes françaises en résultat financier) sont en IFRS reclassés selon leur destination.

B.1.2 Résultat Financier

Le résultat financier correspond au "coût de la dette". Les éléments financiers ne répondant pas à cette définition sont reclassés en "éléments financiers du résultat opérationnel".

B.1.3 Charges et produits non courants

Les charges et produits non récurrents sont désormais inclus dans le résultat opérationnel et sont présentés avant impôts.

B.1.4 Impôts

Les impôts courants et différés s'inscrivent en totalité sur une ligne spécifique.

B.2. Détail des retraitements

En millions d'euros

| <i>renvoi aux notes</i> | Amortissements des Goodwill | Avantages du personnel | Autres | Total des retraitements |
|--|--------------------------------|---------------------------|------------|----------------------------|
| | B.2.1.. | B.2.2. | B.2.3. | |
| Chiffre d'affaires consolidé | | | | |
| Coûts des produits vendus | | (0,3) | | (0,3) |
| Marge brute totale | | (0,3) | | (0,3) |
| Charges commerciales | | | | |
| Frais administratifs centraux et de recherche | | (0,1) | | (0,1) |
| Autres charges et provisions d'exploitation | | | | |
| Charges et produits non récurrents (2) | | (0,2) | | (0,2) |
| Éléments financiers du résultat opérationnel (2) | | | | |
| Excédent brut d'exploitation (1) | | | | |
| Amortissements (1) | | | 0,3 | 0,3 |
| Résultat opérationnel | - | (0,6) | 0,3 | (0,3) |
| Résultat financier | | | | |
| Résultat courant avant impôts | | (0,6) | 0,3 | (0,3) |
| Impôts courants et différés d'exploitation (1) | | | | |
| Part des tiers dans les sociétés intégrées | | | | |
| Résultat courant net part du Groupe (1) | | | | |
| Charges et produits exceptionnels nets d'impôts (1) | | | | |
| Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition (1) | | | | |
| Amortissement des écarts d'acquisition (1) | 5,1 | | | 5,1 |
| Impôts courants et différés (2) | (0,7) | 0,2 | (0,1) | (0,6) |
| Résultat net (part du Groupe) | 4,4 | (0,4) | 0,2 | 4,2 |

(1) poste n'existant plus dans le référentiel IFRS

Notes sur les retraitements**B.2.1 Amortissements des goodwill**

En IFRS, les amortissements de goodwill ne sont pas constatés. Un test de perte de valeur a été effectué et ne remet pas en cause les valeurs constatées (Note N°5 – Perte de valeur des actifs)

B.2.2 Avantages du personnel

Il s'agit du complément de charges par rapport à 2003 évalué par les actuaires.

B.2.3 Autres retraitements

Il s'agit de la reprise d'amortissement sur immobilisations annulées au bilan d'ouverture

Compte de résultat semestriel 2004 - Normes IFRS

En millions d'euros

| | SI 2004 | S2 2004 | 2004 |
|--|-------------|-------------|--------------|
| Chiffre d'affaires consolidé | 317,7 | 318,3 | 636,0 |
| Coûts des produits vendus | (232,7) | (233,6) | (466,3) |
| Marge brute totale | 85,0 | 84,7 | 169,7 |
| Charges commerciales | (29,9) | (29,8) | (59,7) |
| Frais administratifs centraux | (25,8) | (24,5) | (50,3) |
| Frais de recherche | (4,7) | (3,8) | (8,5) |
| Autres charges et provisions d'exploitation | (0,1) | (0,3) | (0,4) |
| Charges et produits non récurrents | (6,0) | (8,2) | (14,2) |
| Éléments financiers du résultat opérationnel | (1,0) | (1,9) | (2,9) |
| Résultat opérationnel | 17,5 | 16,2 | 33,7 |
| Résultat financier | (3,9) | (3,6) | (7,5) |
| Résultat avant impôts | 13,6 | 12,6 | 26,2 |
| Impôts courants et différés | (4,5) | (1,9) | (6,4) |
| Résultat net des sociétés consolidées | 9,1 | 10,7 | 19,8 |
| Part des tiers dans les sociétés intégrées | (0,2) | (0,2) | (0,4) |
| Résultat net (part du Groupe) | 8,9 | 10,5 | 19,4 |

C - Rapprochement des capitaux propres

En millions d'euros

| | 01/01/2004 | Augmentation de Capital | Résultat | Minoritaires | Écart de change et divers | 31/12/2004 |
|--|--------------|----------------------------|-------------|--------------|---------------------------------|--------------|
| Capitaux propres publiés | 179,6 | 62,0 | 15,2 | (0,2) | (6,4) | 250,2 |
| Annulation des écarts actuariels | (2,2) | | | | | (2,2) |
| Impôts différés sur annulation des écarts actuariels | 0,9 | | | | | 0,9 |
| Actifs de couverture sur avantages du personnel | (0,6) | | | | | (0,6) |
| Evaluation des avantages du personnel | (19,0) | | (0,6) | | | (19,6) |
| Impôts différés sur avantages du personnel | 6,2 | | 0,2 | | | 6,4 |
| Annulation d'immobilisations incorporelles | (1,1) | | | | | (1,1) |
| Réévaluation des terrains | 24,3 | | | | | 24,3 |
| Impôts différés sur terrains | (8,9) | | | | | (8,9) |
| Annulation de charges à répartir | (0,2) | | | | | (0,2) |
| Impôts différés sur annulation d'actifs | 0,4 | | | | | 0,4 |
| Amortissement des Goodwill | | | 5,1 | | | 5,1 |
| Impôts sur la reprise des amortissements de Goodwill | | | (0,7) | | | (0,7) |
| Reprise d'amortissement sur immobilisations annulées dans le bilan d'ouverture | | | 0,3 | | | 0,3 |
| Impôts sur reprise d'amortissement | | | (0,1) | | | (0,1) |
| Divers et arrondi | 0,2 | | | | 0,3 | 0,5 |
| Total des retraitements | 0,0 | 0,0 | 4,2 | 0,0 | 0,3 | 4,5 |
| Capitaux propres IFRS | 179,6 | 62,0 | 19,4 | (0,2) | (6,1) | 254,7 |

D - Impact sur la présentation du tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2004

Il n'existe que des reclassements de présentation faisant apparaître notamment une ligne spécifique pour les impôts et les intérêts payés. L'application des IAS 32 et 39 ayant été

reportée en 2005, il n'y a aucun retraitement sur la variation de l'endettement.

Le tableau de passage en millions d'euros du tableau de flux de trésorerie au 31 Décembre 2004 est présenté ci-contre :

| Présentation en normes françaises au 31/12/2004 | Restructuration | Acquisitions / cessions | Flux hors exploitation | Impôts payés | Intérêts payés | Autres et arrondis | Présentation en normes IFRS au 31/12/2004 |
|--|-----------------|-------------------------|------------------------|--------------|----------------|--------------------|--|
| <i>Renvois aux notes</i> | D.1 | | D.2 | | D.3 | | D.4 |
| FLUX OPÉRATIONNELS | | | | | | | ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES |
| Capacité d'autofinancement 58,9 | | | | 7,0 | 7,2 | (0,6) | 72,5 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement |
| Variation du besoin en fond de roulement d'exploitation (6,8) | | | | | | | (6,8) Variation du Besoin en fonds de roulement d'exploitation |
| Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation (2,4) | | | | | | | (2,4) |
| Variation du besoin en fond de roulement (9,2) | | | | | | | |
| Autres variations (4,7) | (23,7) | | (3,8) | (0,7) | | 0,5 | (32,4) |
| | | | | | | | (34,8) Variation autres éléments du BFR |
| | | | | (6,3) | | | 30,9 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles après variation du besoin en fonds de roulement |
| Flux de trésorerie provenant de l'exploitation 45,0 | (23,7) | | (3,8) | - | 7,2 | (0,1) | 24,6 Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles |
| INVESTISSEMENTS | | | | | | | ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS |
| Immobilisations incorporelles (2,5) | | | | | | | (2,5) Immobilisations incorporelles |
| Immobilisations corporelles (18,7) | | | | | | | (18,7) Immobilisations corporelles |
| Immobilisations financières (2,4) | | (13,0) | | | | | (15,4) Immobilisations financières |
| Cessions d'immobilisations 0,9 | | 6,3 | | | | | 7,2 Cessions d'immobilisations |
| Investissements d'exploitation (22,7) | | (6,7) | | | | | (29,4) Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements |
| Cash flow d'exploitation avant restructurations 22,3 | | | | | | | |
| Restructurations (23,7) | 23,7 | | | | | | |
| Cash flow d'exploit. courante (1,4) | | | | | | | |
| Investissements nets liés à l'incidence des variations de périmètre (13,0) | | 13,0 | | | | | |
| Cessions exceptionnelles d'immobilisations 6,3 | | (6,3) | | | | | |
| Cash flow net (8,1) | - | - | (3,8) | - | 7,2 | (0,1) | (4,8) Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements (a) |
| FINANCEMENT | | | | | | | ACTIVITÉS DE FINANCEMENT |
| Augmentations de capital reçue 62,0 | | | | | | | 62,0 Augmentation de capital reçue |
| Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires (0,5) | | | | | | | (0,5) Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires |
| Flux de trésorerie hors exploitation (3,8) | | | 3,8 | | | | |
| Augmentation / (diminution) de l'endettement (49,6) | | | | | (7,2) | 2,3 | (47,3) Variation de l'endettement |
| | | | | | | 2,2 | 7,0 Flux de trésorerie provenant des activités de financement |
| | | | | | | 2,2 | 2,2 Variation de trésorerie |
| Total | - | - | - | - | - | - | - Total |

Notes sur les reclassements

D.1 Restructurations – Acquisitions et cessions

En IFRS, le paiement des restructurations est classé en flux opérationnel et n'apparaît plus sur une ligne spécifique.

De même, les acquisitions et cessions d'immobilisations de nature exceptionnelle sont classées dans les flux d'investissements.

D.2 Flux hors exploitation

Il s'agit du paiement des charges liées aux procès civils américains à constater dans les activités opérationnelles en IFRS.

D.3 Impôts et intérêts payés

En IFRS, ces éléments sont à inscrire sur une ligne spécifique incluse:

- dans les flux opérationnels pour les impôts payés,
- dans les flux de financement pour les intérêts payés.

D.4 Autres reclassements et arrondis

Il s'agit :

- d'une part des provisions pour retraite constatées dans les autres éléments du BFR 0,5 million d'euros,
- d'autre part de la variation de trésorerie incluse dans la variation de l'endettement net en normes françaises et inscrite sur une ligne spécifique en IFRS 2,2 millions d'euros.

NOTE N°4

Goodwill

En millions d'euros

| | 30/06/2005 | 31/12/2004 |
|---|--------------|--------------|
| Valeur nette comptable au 1^{er} janvier | 164,4 | 172,3 |
| Acquisitions | | 0,3 |
| Cessions | | |
| Ecart de conversion | 14,6 | (8,2) |
| Valeur nette comptable fin de période | 179,0 | 164,4 |
| Valeur brute fin de période | 179,0 | 164,4 |
| Cumul pertes de valeur fin de période | 0,0 | 0,0 |

Les goodwill comprennent essentiellement ceux de Carbone Lorraine North America et Ferraz Shawmut Inc. (124,2 millions d'euros), d'AVO (13,5 millions d'euros) et la Grande-Bretagne (15,6 millions d'euros).

Le détail par secteur d'activité est donné dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros

| | 31 décembre 2004 | Mouvements 1 ^{er} semestre 2005 | | | 30 juin 2005 |
|-------------------------------|------------------|--|-----------------|---------------------|--------------|
| | Valeur nette | Acquisition | Perte de valeur | Écart de Conversion | Valeur nette |
| Systèmes et Matériaux Avancés | 78,6 | | | 7,8 | 86,4 |
| Applications Électriques | 30,1 | | | 1,3 | 31,4 |
| Protection Électrique | 55,7 | | | 5,5 | 61,2 |
| Aimants | 0,0 | | | | 0,0 |
| Total | 164,4 | - | - | 14,6 | 179,0 |

NOTE N°5

Perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur pour chacune des unités génératrices de trésorerie ont été réalisés à l'occasion de la préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004.

La perte de valeur constatée sur les actifs de l'unité génératrice de trésorerie Aimants de 24,5 millions d'euros avant impôts au 31 décembre 2003 a été maintenue. Cette perte de valeur avait notamment ramené à une valeur nulle les good-

will et les actifs incorporels affectés à cette unité génératrice de trésorerie.

Les taux d'actualisation retenus pour déterminer la valeur d'utilité en application de la norme IAS 36 sont les suivants :

- Applications Electriques : 9 %
- Aimants : 13 %
- Protection Electrique : 9 %
- Hautes températures et Freins haute énergie : 9 %
- Equipements anticorrosion : 9 %

NOTE N°6

Immobilisations corporelles

En millions d'euros

| | Terrains | Constructions | Matériel, Installations techniques et autres immobilisations | Autres | Total |
|---|--------------|---------------|--|-------------|----------------|
| Valeur nette comptable au 1er janvier 2004 | 33,7 | 34,2 | 67,4 | 17,8 | 153,1 |
| Acquisitions | | 0,3 | 4,9 | 3,8 | 9,0 |
| Mises hors service et sorties | (0,2) | (4,4) | (1,2) | | (5,8) |
| Amortissements | | (1,5) | (8,8) | | (10,3) |
| Ecart de conversion | 0,3 | 0,8 | 1,0 | 0,2 | 2,3 |
| Autres mouvements | | 0,3 | 5,4 | (5,1) | 0,6 |
| Valeur nette comptable au 30 juin 2004 | 33,8 | 29,7 | 68,7 | 16,7 | 148,9 |
| Valeur brute au 30 juin 2004 | 35,1 | 83,7 | 321,7 | 16,7 | 457,2 |
| Cumul des amortissements et des pertes de valeur au 30 juin 2004 | (1,3) | (54,0) | (253,0) | - | (308,3) |
| Valeur nette comptable au 1er juillet 2004 | 33,8 | 29,7 | 68,7 | 16,7 | 148,9 |
| Acquisitions | | 0,9 | 12,3 | 1,4 | 14,6 |
| Mises hors service et sorties | 0,1 | (0,2) | (0,1) | | (0,2) |
| Amortissements | | (1,3) | (9,2) | | (10,5) |
| Ecart de conversion | (0,3) | (1,6) | (3,0) | (0,3) | (5,2) |
| Autres mouvements | | | 7,0 | (10,9) | (3,9) |
| Valeur nette comptable au 31 décembre 2004 | 33,6 | 27,5 | 75,7 | 6,9 | 143,7 |
| Valeur brute au 31 décembre 2004 | 34,9 | 80,5 | 323,2 | 6,9 | 445,5 |
| Cumul des amortissements et des pertes de valeur au 31 décembre 2004 | (1,3) | (53,0) | (247,5) | - | (301,8) |
| Valeur nette comptable au 1er janvier 2005 | 33,6 | 27,5 | 75,7 | 6,9 | 143,7 |
| Acquisitions | | 0,3 | 4,9 | 4,2 | 9,4 |
| Mises hors service et sorties | (0,2) | (0,1) | (0,5) | | (0,8) |
| Amortissements | | (1,3) | (9,5) | | (10,8) |
| Ecart de conversion | 0,8 | 1,9 | 4,3 | 0,3 | 7,3 |
| Autres mouvements | | (0,3) | 1,2 | (1,3) | (0,4) |
| Valeur nette comptable au 30 juin 2005 | 34,2 | 28,0 | 76,1 | 10,1 | 148,4 |
| Valeur brute au 30 juin 2005 | 35,5 | 82,1 | 344,5 | 10,1 | 472,2 |
| Cumul des amortissements et des pertes de valeur au 30 juin 2005 | (1,3) | (54,1) | (268,4) | - | 323,8 |

NOTE N°7

Titres de participations

En millions d'euros

| | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|--|-------------|-------------|-------------|
| En fin d'exercice, les participations non consolidées détenues par les sociétés intégrées représentent une valeur brute comptable de | 24,9 | 22,9 | 22,0 |
| Sous déduction des pertes de valeur de | (10,1) | (9,6) | (10,1) |
| Soit une valeur nette comptable de | 14,8 | 13,3 | 11,9 |
| Autres participations | - | - | - |
| Total | 14,8 | 13,3 | 11,9 |

La comptabilisation des pertes de valeur des titres au 30 juin 2005 concerne essentiellement la Turquie, l'Argentine, le Mexique et Singapour.

Les principales participations sont les suivantes :

En millions d'euros

| Raison sociale | % détenu | Valeur brute | Valeur nette comptable |
|--|----------|--------------|------------------------|
| Elca Carbone Lorraine (Inde) | 100 | 7,7 | 7,5 |
| Carbone Lorraine Sanayi Urünleri A.S (Turquie) | 100 | 5,0 | 1,0 |
| Carbone Lorraine Argentina SA (Argentine) | 100 | 3,7 | 0,8 |
| Carbono Lorena de Mexico S.A. | 100 | 2,2 | 0,6 |
| Carbone Lorraine Holding (Singapour) | 100 | 1,1 | 0,1 |
| Carbone Lorraine India | 100 | 1,1 | 1,1 |
| Nortroll (Norvège) | 34 | 0,8 | 0,5 |
| Clisa (Mexique) | 49 | 0,7 | 0,7 |
| Carbone Lorraine Grèce | 100 | 0,6 | 0,6 |
| Madras Carbone (Inde) | 51 | 0,5 | 0,5 |
| Ferraz Electric Protection Hinode (Chine) | 70 | 0,3 | 0,3 |
| Carbone-Lorraine Chile (Chili) | 100 | 0,2 | 0,2 |
| Carbone-Lorraine Shanghai (Chine) | 100 | 0,2 | 0,2 |
| GMI Metallics (Etats-Unis) | 25 | 0,2 | 0,2 |
| Carbone Lorraine de Colombia S.A. | 80 | 0,1 | 0,1 |
| Carbone Materials Japan | 100 | 0,1 | 0,1 |
| Autres participations | - | 0,4 | 0,3 |
| Total | | 24,9 | 14,8 |

Le chiffre d'affaires et le bénéfice net (non encore audités) de ces sociétés sont respectivement d'environ 17,4 millions d'euros et 0,8 million d'euros. Leur incidence sur les comptes

consolidés n'est pas significative : le chiffre d'affaires consolidé de l'ensemble de ces sociétés serait inférieur à 4% du chiffre d'affaires consolidé total.

NOTE N°8

Stocks

En millions d'euros

| | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Matières premières et autres approvisionnements | 52,8 | 54,3 | 54,3 |
| Produits en cours de production | 44,6 | 35,2 | 35,6 |
| Produits finis | 45,3 | 39,4 | 38,9 |
| Valeur comptable des stocks | 142,7 | 128,9 | 128,8 |
| Pertes de valeur | (10,7) | (10,3) | (9,6) |
| Valeur comptable des stocks donnés en nantissement de passifs | 132,0 | 118,6 | 119,2 |

Les stocks nets ont augmenté de 13,4 millions d'euros au 30 juin 2005 dont 6,0 millions d'euros sont dus à des effets de change ; à taux de change constants, les stocks sont en hausse de 7,4 millions d'euros (+6,2%). Cette hausse inclut

l'effet de la hausse d'activité constatée et l'anticipation de la hausse supplémentaire escomptée pour certaines activités au second semestre 2005.

NOTE N°9

Clients et comptes rattachés

En millions d'euros

| | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Créances clients brutes | 139,2 | 130,8 | 135,6 |
| Pertes de valeur | (7,9) | (8,0) | (6,5) |
| Clients et comptes rattachés nets | 131,3 | 122,8 | 129,1 |

NOTE N°10

Composition du Capital

| En nombre d'actions (sauf mention contraire) | Actions ordinaires |
|--|--------------------|
| Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2005 | 13 755 577 |
| Augmentation de capital (en millions d'euros) | 65 858 |
| Nombre d'actions au 30 juin 2005 | 13 821 435 |
| Nombre d'actions émises et entièrement libérées | 13 821 435 |
| Nombre d'actions émises et non entièrement libérées | 0 |
| Valeur nominale de l'action (en euro) | 2,00 |
| Actions de l'entité détenues par elle-même ou par ses filiales ou entités associées | 23 132 |

L'augmentation de capital réalisée au cours du premier semestre 2005 provient de la levée d'options de souscription accordées aux salariés.

Le nombre de droit de vote est de 13 798 303 après déduction des 23 132 titres auto-détenus par la Société au 30 juin 2005.

Il n'existe pas de droit de vote double.

Les options de souscription d'actions attribuées aux membres de l'organe de direction et au personnel et restant à lever sont

au nombre de 565 324 en tenant compte des options annulées.

Outre les options de souscription d'actions, il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital du Groupe.

Par ailleurs, aucune offre publique d'achat ou d'échange, ni aucune garantie de cours n'a concerné les titres de l'émetteur au cours des trois dernières années. L'émetteur n'a en outre engagé aucune opération de ce type à l'égard d'autres sociétés pendant la même période.

NOTE N°11

Provisions

En millions d'euros

| | Juin 2005 | | Décembre 2004 | | Juin 2004 | |
|----------------------------------|-------------|-------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | Non courant | Courant | Non courant | Courant | Non courant | Courant |
| - provision pour restructuration | 0,1 | 7,0 | 0,2 | 7,8 | 0,6 | 3,0 |
| - provision pour litiges | 43,1 | 3,7 | 0,1 | 48,2 | 0,1 | 52,4 |
| - autres provisions | 1,6 | 0,6 | 1,7 | 1,5 | 0,1 | 3,4 |
| Total | 44,8 | 11,3 | 2,0 | 57,5 | 0,8 | 58,8 |

| Courant et Non courant | 2004 | Constitutions | Emplois | Variation de périmètre | Autres | Écart de conversion | Juin 05 |
|----------------------------------|-------------|---------------|--------------|------------------------|----------|---------------------|-------------|
| - provision pour restructuration | 8,0 | 0,9 | (1,8) | - | - | - | 7,1 |
| - provision pour litiges | 48,3 | 0,6 | (2,7) | - | - | 0,6 | 46,8 |
| - autres provisions | 3,2 | (0,5) | (0,5) | - | - | - | 2,2 |
| Total | 59,5 | 1,0 | (5,0) | - | - | 0,6 | 56,1 |

A fin 2004, les provisions pour litiges couvrent essentiellement l'intégralité de l'amende infligée au Groupe par l'administration européenne (43 millions d'euros) et les procès civils aux Etats-Unis (4,4 millions d'euros) ; les provisions pour restructuration concernent essentiellement celles constituées en 2004 sur les Aimants (7,4 millions d'euros).

A fin juin 2005, en ce qui concerne les provisions pour litiges :

- compte tenu de l'allongement du délai de décision du

tribunal, l'amende de 43 millions d'euros a été reclassée en non courant ;

- les procès civils aux Etats-Unis ont été dotés pour 0,6 million d'euros et payés pour (2,4) millions d'euros et s'élèvent donc à 2,6 millions d'euros ;

Les provisions pour restructuration concernent essentiellement les Aimants (6,7 millions d'euros).

NOTE N°12

Avantages du personnel

Les principaux plans de retraite du groupe Carbone Lorraine constituent des régimes à prestations définies et sont situés au Royaume-Uni (26% des engagements), aux Etats-Unis (24% des engagements), en France (19% des engagements), et en Allemagne (16% des engagements).

Les engagements du Groupe ont été évalués avec l'aide d'actuaire indépendants et en application d'IAS 19 au 31 décembre 2004. La charge au 30 juin 2005 a été estimée sur les mêmes bases.

Les taux utilisés pour les principaux pays sont résumés ci-contre :

| | Taux d'actualisation | Taux de rendement des actifs | Taux d'inflation |
|-------------|----------------------|------------------------------|------------------|
| France | 5.50% | 4.50% | 2.00% |
| Allemagne | 5.50% | Non applicable | 2.00% |
| Etats-Unis | 6.00% | 7.25% | Non applicable |
| Royaume-Uni | 5.40% | 7.00% | 2.80% |

En millions d'euros

Les engagements du Groupe se présentent ainsi au 30 juin 2005 :

| | France | Allemagne | Etats-Unis | Royaume-Uni | Autres pays | Total |
|--|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| Dette actuarielle (engagement) | 18,2 | 15,2 | 23,0 | 24,8 | 14,6 | 95,8 |
| Valeur des actifs de couverture | (3,3) | | (14,8) | (18,8) | (6,5) | (43,4) |
| Ecart actuariels non comptabilisés | 0,5 | | (0,3) | 0,6 | (0,4) | 0,4 |
| Coût des services passés non comptabilisés (droits non acquis) | 0,2 | | | | | 0,2 |
| Montant net comptabilisé | 15,6 | 15,2 | 7,9 | 6,6 | 7,7 | 53,0 |

Les engagements du Groupe se présentaient ainsi au 31 décembre 2004 :

| | France | Allemagne | Etats-Unis | Royaume-Uni | Autres pays | Total |
|--|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| Dette actuarielle (engagement) | 18,6 | 15,2 | 19,3 | 23,9 | 13,2 | 90,2 |
| Valeur des actifs de couverture | (4,0) | | (12,4) | (18,0) | (5,9) | (40,3) |
| Ecart actuariels non comptabilisés | 0,4 | | (0,5) | 0,6 | (0,3) | 0,2 |
| Coût des services passés non comptabilisés (droits non acquis) | 0,3 | | | | | 0,3 |
| Montant net comptabilisé | 15,3 | 15,2 | 6,4 | 6,5 | 7,0 | 50,4 |

L'évolution des avantages du personnel comptabilisés est la suivante :

| | France | Allemagne | Etats-Unis | Royaume-Uni | Autres pays | Total |
|------------------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| 31 décembre 2004 | 15,3 | 15,2 | 6,4 | 6,5 | 7,0 | 50,4 |
| Cotisations versées | (0,3) | (0,7) | (0,5) | (0,3) | (0,6) | (2,4) |
| Charges comptabilisées | 0,6 | 0,7 | 1,2 | 0,1 | 0,8 | 3,4 |
| Ecart de change | | | 0,8 | 0,3 | 0,5 | 1,6 |
| 30 juin 2005 | 15,6 | 15,2 | 7,9 | 6,6 | 7,7 | 53,0 |

Selon l'estimation des actuaires, la charge comptabilisée au 30 juin 2005 au titre de ces dispositifs est de 3,4 millions d'euros et se décompose ainsi :

| | France | Allemagne | Etats-Unis | Royaume-Uni | Autres pays | Total |
|---|------------|------------|------------|-------------|-------------|------------|
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 0,3 | 0,1 | 1,0 | 0,1 | 0,6 | 2,1 |
| Charge d'intérêt | 0,4 | 0,6 | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 1,8 |
| Rendement attendu des actifs de couverture | (0,1) | | (0,4) | (0,3) | (0,2) | (0,7) |
| Amortissement des pertes ou gains actuariels | | | 0,2 | | | 0,2 |
| Total de la charge de l'exercice | 0,6 | 0,7 | 1,2 | 0,1 | 0,8 | 3,4 |

NOTE N°13

Endettement net

En millions d'euros

| | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Emprunts à long terme et moyen terme | 169,3 | 132,9 | 212,8 |
| Passifs financiers courants | 2,6 | 2,7 | 2,4 |
| Comptes courants financiers | 2,6 | 1,6 | 0,9 |
| Actifs financiers courants | (0,6) | (1,3) | (1,9) |
| Endettement brut total | 173,9 | 135,9 | 214,2 |
| Concours bancaires courants | 15,4 | 17,7 | 9,4 |
| Titres disponibles à la vente | (1,8) | (0,6) | (2,0) |
| Disponibilités et assimilé | (23,1) | (27,4) | (19,5) |
| Trésorerie | 9,5 | 10,3 | 12,1 |
| Endettement net total | 164,4 | 125,6 | 202,1 |

L'endettement net total consolidé s'élève fin juin 2005 à 164,4 millions d'euros contre 125,6 millions d'euros fin 2004. Cette augmentation de 38,8 millions d'euros provient pour 11 millions d'euros de l'évolution des parités monétaires et pour 20 millions d'euros d'une avance auprès de la Commission Européenne. Afin de réduire le coût de la procédure devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes auprès duquel le Groupe a fait appel de l'amende de 43 millions d'euros imposée en décembre 2003 et compte tenu de l'allongement probable du délai de décision du tribunal, le Groupe a décidé d'avancer

20 millions d'euros sur un compte bloqué auprès de la Commission Européenne. Cette somme, ainsi que les intérêts y afférents, seraient reversés à Carbone Lorraine au cas où ce versement ne serait pas justifié du fait de la décision du tribunal en appel. Cette avance a été comptabilisée au poste "actifs financiers non courants" du bilan. Elle est constatée en "flux d'investissements financiers" au tableau des flux de trésorerie.

En millions d'euros

| | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|-------------------------------|------------|------------|------------|
| Endettement net total | 164,4 | 125,6 | 202,1 |
| Endettement net/fonds propres | 0,59 | 0,49 | 1,05 |

L'endettement net représente 59% des fonds propres en juin 2005 contre 49% à fin décembre 2004.

Le rapprochement entre les variations de l'endettement net au bilan et dans le tableau des flux de trésorerie est détaillé ci-dessous :

En millions d'euros

| | 30/06/2005 | 31/12/2004 | 30/06/2004 |
|---|--------------|--------------|--------------|
| Endettement N-1 | 125,6 | 182,6 | 182,6 |
| Flux exploitation courante après impôts | (5,1) | (29,5) | (9,4) |
| Flux des restructurations | 2,1 | 23,7 | 17,3 |
| Flux nets des variations de périmètre | 0,2 | 6,7 | 3,3 |
| Flux de trésorerie hors exploitation(*) | 22,3 | 3,9 | 0,4 |
| Total flux activités opérationnelles et d'investissement | 19,5 | 4,8 | 11,6 |
| Augmentation de capital reçue | (0,6) | (62,0) | 0,0 |
| Dividendes versés | 8,1 | 0,5 | 0,5 |
| Intérêts payés | 2,9 | 7,2 | 3,9 |
| Écart de conversion et divers | 8,9 | (7,5) | 3,5 |
| Endettement fin N | 164,4 | 125,6 | 202,1 |

* dont 20 millions d'euros représentant une avance auprès de la Commission Européenne dans le cadre de l'amende de 43 millions d'euros dont le Groupe a fait appel (cf. supra)

En décembre 2000, Carbone Lorraine avait mis en place un crédit de 300 M\$, syndiqué auprès d'un pool bancaire international pour refinancer sa dette. Ce crédit comportait deux tranches, l'une de 105 M\$ d'une maturité d'un an, prorogable en deux fois jusqu'à décembre 2003, l'autre de 195 M\$ d'une maturité de 5 ans.

La tranche de 105 M\$ a été remboursée par Carbone Lorraine en juin 2003, peu avant son échéance. Cette tranche a été refinancée par un placement privé de 85 M\$ auprès d'investisseurs américains, dont une tranche de 65 M\$ d'une maturité finale de 10 ans, et une tranche de 20 M\$ d'une maturité finale de 12 ans. Compte tenu de son caractère amortissable, la durée moyenne du placement privé est d'environ 8 ans. Au titre de cet emprunt, Carbone Lorraine paie un taux d'intérêt fixe tous les 6 mois. Après l'achat de swaps, Carbone Lorraine reçoit ces intérêts d'une banque et paie en échange un taux variable plus une marge.

La tranche de 195 M\$ a été remboursée en janvier 2005 après la signature fin décembre 2004 d'un nouvel emprunt syndiqué de 220 M\$ d'une maturité de 5 ans.

Par ailleurs, en 2004, une ligne de crédit bilatérale de 21 M\$ a été remboursée avant son échéance et refinancée par le crédit syndiqué.

Au 30 juin 2005, les crédits confirmés s'élevaient à 305 M\$ dont 111 M\$ non utilisés.

Emprunts confirmés au 30/06/2005

En millions de dollars US

| | Taux | Montant | Utilisation au 30/06/2005 | Echéance |
|---|-------------|------------|------------------------------|-----------------|
| Crédit syndiqué | Variable | 220 | 109 | Décembre 2009 |
| Placements privés américains tranche A | Fixe | 65 | 65 | Mai 2013 |
| - dont | | 9,3 | 9,3 | Mai 2007 |
| | | 9,3 | 9,3 | Mai 2008 |
| | | 9,3 | 9,3 | Mai 2009 |
| | | 9,3 | 9,3 | Mai 2010 |
| | | 9,3 | 9,3 | Mai 2011 |
| | | 9,3 | 9,3 | Mai 2012 |
| | | 9,3 | 9,3 | Mai 2013 |
| Placements Privés américains tranche B | Fixe | 20 | 20 | Mai 2015 |
| - dont | | 4,0 | 4,0 | Mai 2011 |
| | | 4,0 | 4,0 | Mai 2012 |
| | | 4,0 | 4,0 | Mai 2013 |
| | | 4,0 | 4,0 | Mai 2014 |
| | | 4,0 | 4,0 | Mai 2015 |
| Total | | 305 | 194 | |

Les taux d'intérêt sur le crédit syndiqué égalent le taux inter-bancaire de la monnaie étrangère concernée constaté au moment des tirages, plus une marge. Les marges sur " syndiqué 2004 " sont fixes et ne dépendent plus du ratio endettement net / fonds propres. Le taux d'intérêt payé aux investisseurs des placements privés est fixe. Ce taux a été swapé à taux variable pour la durée des placements privés.

Covenants sur emprunts confirmés

Au titre de ses différents emprunts confirmés, Carbone Lorraine doit respecter un certain nombre d'obligations, usuelles dans ces types de contrat. En cas de non respect de certaines d'entre elles, les banques ou les investisseurs (pour les placements privés américains) peuvent obliger Carbone Lorraine à rembourser par anticipation les emprunts concernés. Par le biais des clauses de défauts croisés, le remboursement anticipé sur un emprunt significatif peut entraîner l'obligation de rembourser immédiatement d'autres emprunts.

Carbone Lorraine doit respecter les covenants financiers suivants au 30 juin et au 31 décembre de chaque année :

En millions d'euros

| Covenants financiers (comptes consolidés) | Endettement net / "EBITDA"*** | Endettement net / fonds propres** | "EBITDA"/intérêts nets** |
|--|-------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|
| Covenants* | Le ratio doit être : | Le ratio doit être : | Le ratio doit être : |
| - placement privé américain | < 3,25 | < 1,3 | > 3 |
| - crédit syndiqué 2004 | - | < 1,3 | - |
| Ratios constatés | | | |
| 30 juin 2005 | | | |
| - placement privé américain | 1,91 | 0,59 | 12,86 |
| - crédit syndiqué 2004 | - | 0,59 | - |
| 31 décembre 2004 | | | |
| - placement privé américain | 1,78 | 0,51 | 10,57 |
| - crédit syndiqué 2004 | - | 0,51 | - |
| 31 décembre 2003 | | | |
| - placement privé américain | 2,83 | 1,02 | 8,22 |
| - crédit syndiqué 2000 | 2,83 | 1,09 | - |

* Méthode de calcul des covenants : conformément aux règles comptables, l'endettement net figurant dans les comptes utilise les cours de clôture pour calculer la contre-valeur en euros des dettes en monnaies étrangères. Pour le calcul des covenants, l'endettement net ne tient pas compte des créances financières court terme. Par ailleurs, pour le seul calcul du ratio " endettement/net/ EBITDA ", l'endettement net doit être recalculé au cours moyen euro/USD de la période en cas d'écart de plus de 5% entre le cours moyen et le cours de clôture. Pour le calcul des covenants au 30 juin, l'EBITDA ou excédent brut d'exploitation est par convention l'EBITDA constaté sur les 6 premiers mois de l'année, multiplié par 2.

** Compte tenu du passage aux IFRS, " l'EBITDA " a été recalculé sur une base forma aux normes françaises.

Le contrat du nouveau crédit syndiqué signé en décembre 2004 ne prévoit plus qu'un seul covenant financier sur le ratio Endettement Net sur Fonds propres.

Il n'existe pas d'emprunts et de dettes de montant significatif couverts par des sûretés réelles ou par des tiers au 30/06/2005.

Les créances et dettes liées à l'exploitation ont toutes une durée inférieure à un an, la ventilation des dettes financières par échéance est donnée ci-dessous :

Ventilation des emprunts à long et moyen terme y compris la part à court terme au 30 juin 2005

| | Total | < 1 an | > 1 et < 5 ans | > 5ans |
|--------------------------------------|--------------|----------|----------------|-------------|
| Emprunts en USD | 106,4 | - | 66,9 | 39,5 |
| Emprunts en EURO | 56,7 | - | 56,7 | |
| Emprunts en GBP | 8,2 | - | 8,2 | |
| Emprunts en CAD | 0,2 | - | 0,2 | |
| Total | 171,5 | - | 132,0 | 39,5 |
| Amortissement coût d'émission au TEG | -1,4 | | | |
| Valorisation dérivés taux | -0,8 | | | |
| Total | 169,3 | - | 132,0 | 39,5 |

Sur les 132,0 millions d'euros dont l'échéance est comprise entre 1 et 5 ans, 100,7 millions d'euros ont une maturité supérieure à 4 ans au 30 juin 2005.

Structure de l'endettement net total au 30 juin 2005

| | En devises % | En taux % | |
|--------|--------------|-----------|----|
| EURO | 35,8 | Fixe | 30 |
| USD | 59,3 | Variable | 70 |
| GBP | 3,9 | | |
| Autres | 1,0 | | |

Politique de gestion du risque de taux

La politique de gestion du risque de taux du Groupe consiste uniquement en des prises de position ponctuelles tenant compte de l'évolution des taux de financement.

Au mois de février 2002, le Groupe a acheté un swap de taux pour une durée de 2 ans d'un montant nominal de 70 millions de dollars US. Dans ce swap, la Société paye un taux fixe de 3,4275% et reçoit le Libor 1 mois USD. Ce swap est échu depuis février 2004.

Au mois de mai 2003, le Groupe a acheté plusieurs swaps de taux d'un montant nominal global de 85 millions de dollars US pour variabiliser les intérêts dus sur les placements privés. Dans ces swaps, la Société reçoit les intérêts dus aux investisseurs et paie le Libor 3 mois plus une marge. Le départ du swap a été fixé au 28 mai 2003 pour une durée équivalente au placement privé.

Au mois de mai 2003, le Groupe a acheté plusieurs swaps de taux pour une durée de 3 ans d'un montant nominal global de 60 millions de dollars US. Dans ces swaps, la Société paye un taux fixe de 2,565% et reçoit le Libor 3 mois USD.

Toutes les couvertures de taux du Groupe ont été réalisées par l'intermédiaire de la société mère (LCL France).

| | Total | Dont échéance > 1 an et < 5 ans | Dont échéance > 5 ans |
|-------------------------------------|--------------|------------------------------------|--------------------------|
| Dette financière à taux variable* | 189,9 | 129,7 | 39,6 |
| Actifs financiers | 25,5 | - | - |
| Position nette avant gestion | 164,4 | 129,7 | 39,6 |
| Couverture à taux fixe | 49,6 | 49,6 | |
| Position nette après gestion | 114,8 | 80,1 | 39,6 |

En millions d'euros

* Après swap de taux fixe à taux variable sur les placements privés américains.

A endettement et changes constants par rapport au 30 juin 2005, une augmentation de 100 points de base des taux variables augmenterait les charges financières annuelles de 1,1 million d'euros

NOTE N°14

Instruments financiers
dérivés

Les valeurs de marché ont été estimées pour la majorité des instruments financiers du Groupe sur la base des taux de marché à la clôture. Elles ont été calculées par le Groupe ou obtenues des contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été réalisés. Ces instruments sont adossés à des emprunts (taux) ou à des flux commerciaux certains ou quasi-certains (change).

| | Valorisation au 30/06/2005 * | Montant nominal** 06/2005 | Montant nominal 12/2004 | En millions d'euros Montant nominal 12/2003 |
|--------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|--|
| Produits de taux | (0,2) | 119,9 | 106,5 | 170,2 |
| Produits de change | 0,2 | 16,2 | 8,3 | 4,6 |

* y compris intérêts courus (pour les produits de taux)

** sommes des positions nettes par monnaie étrangère (pour les produits de change)

Conformément aux normes IFRS 32/39, les valorisations au 30/06/05 sont comptabilisées dans les comptes consolidés du groupe au bilan et/ou au compte de résultat (voir note 1 "Changement de référentiel comptable")

Exposition de change par monnaie étrangère

L'exposition nette par monnaie étrangère présentée ci-dessous concerne les flux transactionnels du Groupe au 30 juin

2005. Les actifs et passifs concernent la somme des montants nets des facturations en monnaies étrangères, convertis

en euros, des sociétés du Groupe par rapport à leur monnaie locale. Par cohérence avec la définition des actifs et passifs, les positions hors bilan représentent les couvertures affectées à des factures. Les couvertures affectées à des commandes ou à des budgets ne sont pas mentionnées dans le tableau ci-dessous. Une monnaie étrangère n'est pas présentée quand les actifs et les passifs sont inférieurs à 0,1 million d'euros.

| | États-Unis USD | Grande-Bretagne GBP | Japon JPY | Canada CAD | Corée KRW | Brésil BRL | Mexique MXN | Afrique du Sud ZAR | Suède SEK |
|-------------------------------------|-------------------|------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|----------------|-----------------------|--------------|
| Actifs | 5,3 | (1,2) | 2,2 | (1,8) | (1,3) | (0,6) | 0 | 0 | (0,1) |
| Passifs | 1,1 | 1,9 | (0,0) | 1,6 | 0,6 | 1,4 | (1,5) | 0,2 | 0,4 |
| Position nette avant gestion | 6,4 | 0,7 | 2,2 | (0,2) | (0,6) | 0,8 | (1,5) | 0,2 | 0,3 |
| Positions hors bilan | 4,2 | 0,8 | 2,1 | (0,3) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Position nette après gestion | 2,2 | (0,1) | 0,1 | 0,1 | (0,6) | 0,8 | (1,5) | 0,2 | 0,3 |

L'évolution des monnaies étrangères contre l'euro a un impact " de conversion " en euro des comptes de résultats des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro. Elle a également un impact sur les ventes et achats futurs, à l'exception des ventes et achats futurs qui font l'objet d'une couverture budgétaire.

La position nette après gestion sur les factures a également un impact sur les comptes du Groupe. Une évolution défavorable de l'euro de 1% par rapport aux monnaies étrangères mentionnées aurait un effet négatif inférieur à 0,1 million d'euros sur la base des facturations au bilan au 30 juin 2005.

NOTE N°15

Autres charges
et produits non récurrents

Les autres charges et produits non récurrents se décomposent de la manière suivante :

| | 30 juin 2005 | 31 décembre 2004 | 30 juin 2004 |
|--|--------------|------------------|--------------|
| Restructurations | (1,9) | (13,9) | (4,2) |
| Amende UE et procès civils aux Etats-Unis | (0,7) | (2,4) | (1,5) |
| Avantages du personnel non actif | (0,7) | (1,4) | (0,8) |
| Perte de valeur des titres de sociétés non consolidées | (0,9) | | |
| Programme de cessions d'immobilisations | 0,2 | 2,1 | 0,3 |
| Autres | (0,5) | 1,4 | 0,2 |
| Total | (4,5) | (14,2) | (6,0) |

En 2004, les charges et produits non récurrents s'établissent à (14,2) millions d'euros ; ils incluent pour l'essentiel :

- les charges et provisions pour litiges qui enregistrent les provisions complémentaires (2,4 millions d'euros) destinées à couvrir des charges liées aux procès civils américains ;
- les plus values nettes de cession (2,1 millions d'euros) comprennent notamment les ventes immobilières américaines (Newburyport) et françaises (Crolles) comprises dans le programme de cession des actifs ;
- les coûts de restructurations industrielles (13,9 millions d'euros) dont 7,8 millions d'euros concernent les Aimants et 4,0 millions d'euros la Protection Electrique.

En 2005, les charges et produits non récurrents s'établissent à (4,5) millions d'euros ; ils incluent pour l'essentiel :

- un complément de coûts de restructurations industrielles de 1,9 million d'euros dont 1,0 million d'euros concernent les Aimants et 0,6 million d'euros la Protection Electrique,
- la finalisation d'une transaction dans le cadre des actions civiles aux Etats-Unis pour 0,6 million d'euros ;
- la constatation d'une perte de valeur sur les titres de la filiale mexicaine pour 0,9 million d'euros.

Évolution et répartition du chiffre d'affaires par activité

| | Juin 2005 | | Décembre 2004 | | Juin 2004 | |
|-------------------------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|
| | millions d'euros | % | millions d'euros | % | millions d'euros | % |
| Systèmes et matériaux avancés | 101,1 | 31,5 | 200,0 | 31,4 | 97,2 | 30,6 |
| Applications électriques | 95,2 | 29,7 | 187,4 | 29,5 | 96,5 | 30,4 |
| Protection électrique | 87,2 | 27,2 | 171,3 | 26,9 | 84,1 | 26,5 |
| Aimants permanents | 37,1 | 11,6 | 77,3 | 12,2 | 39,9 | 12,5 |
| Total | 320,6 | 100 | 636,0 | 100 | 317,7 | 100 |

Évolution et répartition du chiffre d'affaires par zone géographique de ventes

| | Juin 2005 | | Décembre 2004 | | Juin 2004 | |
|--------------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|
| | millions d'euros | % | millions d'euros | % | millions d'euros | % |
| France | 50,7 | 15,8 | 95,7 | 15,0 | 49,8 | 15,7 |
| Europe hors France | 106,9 | 33,4 | 217,4 | 34,2 | 106,8 | 33,6 |
| Amérique du Nord | 105,6 | 32,9 | 212,1 | 33,3 | 109,6 | 34,5 |
| Asie | 34,8 | 10,9 | 71,0 | 11,2 | 33,1 | 10,4 |
| Reste du monde | 22,6 | 7,0 | 39,8 | 6,3 | 18,4 | 5,8 |
| total | 320,6 | 100 | 636,0 | 100 | 317,7 | 100 |

Évolution et répartition du résultat opérationnel (RO) et de la marge opérationnelle par activité

| | Juin 2005 | | Décembre 2004 | | Juin 2004 | |
|-------------------------------|---------------------------|----------------|---------------------------|----------------|---------------------------|----------------|
| | RO en millions d'euros | RO/CA* en % | RO en millions d'euros | RO/CA* en % | RO en millions d'euros | RO/CA* en % |
| Systèmes et matériaux avancés | 18,1 | 17,9 | 34,7 | 17,4 | 16,3 | 16,8 |
| Applications électriques | 6,7 | 7,0 | 15,2 | 8,1 | 7,8 | 8,1 |
| Protection électrique | 4,7 | 5,4 | 3,2 | 1,9 | (1,4) | (1,7) |
| Aimants permanents | 0,6 | 1,6 | (5,1) | (6,6) | 0,8 | 2,1 |
| Frais centraux | (5,8) | - | (14,3) | - | (6,0) | - |
| Total | 24,3 | 7,6 | 33,7 | 5,3 | 17,5 | 5,5 |

* RO/CA : résultat opérationnel/chiffre d'affaires

Capitaux employés en fin de période par activité

| | Jun 2005 | En millions d'euros Décembre 2004 |
|-------------------------------|--------------|--------------------------------------|
| Systèmes et matériaux avancés | 228,3 | 203,3 |
| Applications électriques | 153,2 | 133,3 |
| Protection électrique | 143,4 | 128,4 |
| Aimants permanents | 33,3 | 29,8 |
| Total | 558,2 | 494,8 |

Les capitaux employés correspondent à la somme des immobilisations incorporelles et corporelles, des besoins en fonds de roulement et des impôts différés actifs.

L'augmentation des capitaux employés à fin juin 2005 (+63,4 millions d'euros) est due essentiellement à la hausse des actifs financiers (+20,0 millions d'euros correspondant à l'avance auprès de la communauté européenne), du besoin en fonds de roulement (+15,1 millions d'euros), de la baisse des impôts différés actifs (-5,2 millions d'euros) et des effets de change (+31,8 millions d'euros).

NOTE N°17**Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel détaillé en charges et produits par nature est présenté ci-dessous :

| | 30 juin 2005 | 31 décembre 2004 | En millions d'euros 30 juin 2004 |
|--|--------------|------------------|-------------------------------------|
| Chiffre d'affaires produits | 292,2 | 582,1 | 290,4 |
| Chiffre d'affaires négoce | 28,4 | 53,9 | 27,3 |
| Chiffre d'affaires | 320,6 | 636,0 | 317,7 |
| Autres revenus | 1,9 | 3,2 | 1,4 |
| Coûts des produits négoce | (10,5) | (25,3) | (12,1) |
| Coûts des matières premières | (76,7) | (148,6) | (69,9) |
| Charges sur autres revenus | (0,9) | (1,6) | (2,0) |
| Coûts de fabrication | (59,8) | (123,8) | (64,4) |
| Salaires | (107,4) | (216,0) | (108,6) |
| Intéressement et participation | (1,9) | (4,4) | (2,1) |
| Autres charges | (25,6) | (46,3) | (24,8) |
| Éléments financiers du Résultat Opérationnel | (1,3) | (3,8) | (1,4) |
| Amortissements | (11,5) | (22,8) | (11,7) |
| Provisions | (1,1) | (14,9) | (5,5) |
| Pertes de valeur | (1,5) | 0,2 | (0,1) |
| Résultat de cession d'immobilisations | - | 1,8 | 1,0 |
| Résultat opérationnel | 24,3 | 33,7 | 17,5 |

NOTE N°18**Résultat financier**

En millions d'euros

| | 30 juin 2005 | 31 décembre 2004 | 30 juin 2004 |
|---|--------------|------------------|--------------|
| Charges financières sur emprunts non-courants | (3,0) | (6,3) | (3,1) |
| Charges financières sur emprunts courants | (0,5) | (2,4) | (0,7) |
| Autres charges financières | (0,2) | (0,5) | (0,3) |
| Total charges financières | (3,7) | (9,2) | (4,1) |
| Autres produits financiers | 0,3 | 1,7 | 0,2 |
| Total produits financiers | 0,3 | 1,7 | 0,2 |
| Résultat Financier | (3,4) | (7,5) | (3,9) |

NOTE N°19**Impôts**

En millions d'euros

| | Juin 2005 | Décembre 2004 | Juin 2004 |
|-----------------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Impôts courants sur les bénéfices | (4,4) | (7,1) | (3,6) |
| Impôts différés d'exploitation | (3,6) | 0,7 | (0,9) |
| Impôts de distribution | (0,1) | - | - |
| Total impôts | (8,1) | (6,4) | (4,5) |

En France, les sociétés Le Carbone Lorraine SA, Carbone Lorraine Applications Électriques, Carbone Lorraine Composants, Carbone Lorraine Équipement Génie Chimique, Carbone Lorraine Corporate Services, Ferraz Shawmut SA, Ugimag, Ferroxdure et AVO sont intégrées fiscalement.

Il existe aussi :

- deux groupes d'intégration fiscale aux États-Unis, l'un regroupant Carbone Lorraine North America et ses filiales et

l'autre rassemblant Ugimagnet, Ugimag Inc., et Ferraz Inc.,

- trois groupes d'intégration fiscale en Allemagne,
- un groupe d'intégration fiscale au Japon regroupant Carbone KK et Ferraz Shawmut Japon.

Le taux d'impôt du Groupe est de 38,8 % en juin 2005 contre 33,0 % en juin 2004 essentiellement du fait des impôts différés résultant de l'impact des variations du cours du dollar US sur l'endettement intra-groupe.

Explication de la charge d'impôt

| | En millions d'euros Juin 2005 |
|---|----------------------------------|
| Résultat net part du Groupe | 12,5 |
| Part des tiers dans les sociétés intégrées | 0,3 |
| Charges (produits) d'impôts | 8,1 |
| Résultat taxable | 20,9 |
| Taux d'impôt courant en France | 34,93% |
| (Charge) Produit d'impôt théorique (résultat taxable x taux d'impôt courant en France) | (7,3) |
| Différence taux d'impôt France/ juridictions étrangères | 0,5 |
| Opérations imposées à taux réduit | (1,0) |
| Différences permanentes | |
| Effet de la limitation des impôts différés actifs | (0,4) |
| Autres | 0,1 |
| (Charge) Produit d'impôt comptabilisé | (8,1) |

Les montants d'actifs et de passifs d'impôts différés présentés au bilan sont les suivants :

| | Juin 2005 | Décembre 2004 | En millions d'euros Juin 2004 |
|-------------------------|-------------|---------------|----------------------------------|
| Actifs d'impôt différé | 23,8 | 26,4 | 24,5 |
| Passifs d'impôt différé | (5,7) | (4,6) | (4,2) |
| Position nette | 18,1 | 21,8 | 20,3 |

L'évolution des impôts différés à fin juin 2005 est détaillée ci-dessous :

| | Juin 2005 | Résultat | Autres | Conversion | En millions d'euros(*) Décembre 2004 |
|--|-------------|--------------|--------------|------------|---|
| Provisions pour retraites | 7,8 | 0,1 | 1,4 | 0,1 | 6,2 |
| Provisions pour restructuration | 2,2 | (0,3) | - | - | 2,5 |
| Amortissement des immobilisations | (12,5) | - | - | (1,3) | (11,2) |
| Provisions réglementées | (4,1) | 0,2 | - | - | (4,3) |
| Incidence des déficits et autres | 24,7 | (3,6) | (1,6) | 1,3 | 28,6 |
| Impôts différés au bilan – position nette | 18,1 | (3,6) | (0,2) | 0,1 | 21,8 |

* (+ passif / - actif)

Dans l'intégration fiscale d'Ugimagnet, les crédits d'impôts n'ont pas été activés en raison du montant des pertes antérieures accumulées. Au 30 juin 2005, les pertes de la période s'élèvent à -1,0 million d'euros.

NOTE N°20**Résultat par action**

Le calcul des résultats de base et dilué par action au 30 juin 2005, 31 décembre 2004 et 30 juin 2004 est présenté ci-dessous :

| | 30 juin 2005 | 31 décembre 2004 | 30 juin 2004 |
|---|--------------|------------------|--------------|
| Numérateur | | | |
| Résultat net pour le calcul du résultat de base par action (résultat net de l'exercice) | 12,5 | 19,4 | 8,9 |
| Dénominateur | | | |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat de base par action | 13 798 303 | 11 690 661 | 11 197 890 |
| Effets des actions ordinaires dilutives: | | | |
| - options non exercées | 565 324 | 631 182 | 669 833 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action | 14 363 627 | 12 321 843 | 11 867 723 |
| Résultat de base par action (euros) | 0,91 | 1,66 | 0,80 |
| Résultat dilué par action (euros) | 0,87 | 1,57 | 0,76 |

NOTE N°21**Dividendes**

Au titre de l'exercice 2004, un dividende de 0,55 euro (2003 : 0 euro) par action, soit un montant global de 7,6 millions d'euros (2003 : 0 euro), a été payé en mai 2005 aux actionnaires.

NOTE N°22**Contrats de location****Contrats de location-financement**

Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :

| | En millions d'euros | |
|---------------|---------------------|------------------|
| | 30 juin 2005 | 31 décembre 2004 |
| Constructions | 0,8 | 0,8 |

Les investissements financés concernent la location de locaux industriels en France à Poitiers et Airvault. Les loyers payés sont fixes, sans clause de rachat et avec une échéance finale en 2014.

Echéancier des paiements minimaux et paiements actualisés

| | En millions d'euros | | | |
|--|--------------------------|--------|------------------|-----------------|
| | Total au 30 juin 2005 | à 1 an | entre 1 et 5 ans | à plus de 5 ans |
| Paielements minimaux | 0,9 | 0,1 | 0,5 | 0,3 |
| Valeur actualisée des paiements minimaux | 0,7 | 0,1 | 0,3 | 0,3 |

Contrats de location simple en tant que preneur

Echéancier des paiements minimaux

| | En millions d'euros | | |
|----------------------|-----------------------|--------|---------------|
| | Total au 30 juin 2005 | à 1 an | à plus d'1 an |
| Paielements minimaux | 16,4 | 2,8 | 13,6 |

Les paiements minimaux représentent le montant des loyers immobiliers futurs certains jusqu'à l'échéance des baux avant éventuels renouvellements. Les contrats de baux ne contiennent pas de clause relative à des restrictions d'endettement ou de paiement de dividendes. Les engagements de loyer les plus importants concernent deux sites aux Etats-Unis pour un montant global de 11,8 millions d'euros et de durées respectives de 7 ans et 14 ans.

NOTE N°23

Frais de personnel et effectifs

Les frais de personnel du Groupe (incluant charges sociales, provisions pour retraite et indemnités de départ) s'élèvent à 109,2 millions d'euros à fin juin 2005 contre 119,8 millions d'euros en juin 2004.

A périmètre et changes constants, les frais de personnel sont en baisse de 8,2%.

Effectif moyen des sociétés consolidées par catégorie

| Catégories | Juin 2005 | % | Décembre 2004 | % | Juin 2004 | % |
|-----------------------------------|--------------|-------------|---------------|-------------|--------------|-------------|
| Ingénieurs et cadres | 547 | 8% | 548 | 8% | 581 | 8% |
| Techniciens et agents de maîtrise | 804 | 12% | 808 | 12% | 753 | 11% |
| Employés | 951 | 15% | 988 | 15% | 987 | 16% |
| Ouvriers | 4 229 | 65% | 4 454 | 65% | 4 485 | 65% |
| Total | 6 530 | 100% | 6 798 | 100% | 6 807 | 100% |
| Dont effet de périmètre | - | | - | | - | |

Effectif moyen des sociétés consolidées par zone géographique

| Catégories | Juin 2005 | % | Décembre 2004 | % | Juin 2004 | % |
|--------------------------------|--------------|-------------|---------------|-------------|--------------|-------------|
| France | 1 985 | 30% | 2 202 | 32% | 2 261 | 33% |
| Europe hors France (+ Tunisie) | 1 633 | 25% | 1 755 | 26% | 1 728 | 25% |
| Amérique du Nord (+ Mexique) | 1 996 | 31% | 2 008 | 30% | 2 015 | 30% |
| Asie | 293 | 4% | 283 | 4% | 287 | 4% |
| Reste du monde | 623 | 10% | 550 | 8% | 516 | 8% |
| Total | 6 530 | 100% | 6 798 | 100% | 6 807 | 100% |

L'effectif moyen diminue de 277 personnes entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2005.

NOTE N°24

Information relative aux parties liées

Le Carbone Lorraine SA est une société holding qui a pour vocation la gestion des titres de participation, l'activité de financement du Groupe et la facturation de prestations liées aux immobilisations incorporelles et corporelles détenues par le Carbone Lorraine SA.

La société le Carbone Lorraine SA fait partie du Groupe Carbone Lorraine qui comprend 93 sociétés consolidées et non consolidées, réparties dans 34 pays.

NOTE N°25 Engagements hors bilan

A – Engagements financiers et passifs

En millions d'euros

| | 30 juin 2005 | 31 décembre 2004 |
|--|--------------|------------------|
| Engagements reçus | | |
| Avals et cautions | 0,1 | 0,4 |
| Autres engagements reçus | 1,1 | 3,1 |
| Total | 1,2 | 3,5 |
| Engagements donnés | | |
| Dettes et engagements garantis par des sûretés réelles | 0,3 | 0,3 |
| Cautions et garanties de marché | 15,3 | 11,4 |
| Garanties de paiement sur acquisition | - | - |
| Autres garanties | 47,1 | 62,5 |
| Autres engagements donnés | 1,1 | 2,3 |
| Total | 63,8 | 76,5 |

Le tableau ci-dessus rassemble les engagements hors bilan du Groupe.

La baisse des engagements hors bilan depuis décembre 2004 provient de la réduction de la garantie en faveur de la commission Européenne suite à l'avance de 20 millions d'euros versée par le Groupe sur un compte bloqué (cf. note 13 – Endettement net).

Nature

Le poste le plus important, d'un montant de 47,1 millions d'euros est celui des autres garanties qui inclut une garantie de 24,5 millions d'euros (43 millions d'euros à l'origine) émise au bénéfice de la Commission Européenne résultant de l'amende infligée par la Commission Européenne pour laquelle le Groupe est en procédure d'appel devant le tribunal de première instance des Communautés Européennes. Cette garantie a permis au Groupe de surseoir au paiement de l'amende pendant la durée de la procédure. Cette garantie a une échéance fixée au 31 décembre 2006, éventuellement prorogable avec l'accord des banques garantes en fonction de la date de décision du tribunal. Ce poste inclut également une garantie de 16 millions d'euros couvrant les utilisations quotidiennes maximales des filiales dans le cadre du cash pooling européen.

Maturité

Les engagements hors bilan d'une échéance supérieure à 1 an s'élevaient à 55,2 millions d'euros incluant la garantie liée au cash pooling de 16 millions d'euros qui reste en vigueur tant que les accords de cash pooling existent. Les "garanties de marché" sont généralement inférieures à 1 an, mis à part quelques garanties de marché dont la durée n'excède pas 3 ans. La garantie pour la Commission Européenne de 24,5 millions d'euros a une échéance en décembre 2006

Contrôle

Dans le cadre de l'organisation du contrôle interne du Groupe, les sociétés du Groupe ne sont pas habilitées à réaliser des opérations pouvant donner lieu à des engagements hors-bilan sans approbation de la Direction Financière du Groupe et, le cas échéant, du Président-Directeur Général ou du Conseil d'administration. Certaines sociétés du Groupe ont toutefois la possibilité d'émettre, sans accord préalable et dans le cadre normal de leur activité, des garanties de marché d'un montant inférieur à 150 millions d'euros et d'une durée inférieure à 2 ans. Ces garanties sont mentionnées dans les documents remplis par les sociétés dans le cadre de la procédure de consolidation des comptes.

A la connaissance de la Société, il n'a pas été omis d'engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

B – Clause de réserve de propriété

Néant.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2005

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2005

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Le Carbone Lorraine, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union Européenne, sous la forme de comptes intermédiaires tels que définis dans le règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas

d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard d'une part, des règles de présentation et d'information applicables en France et d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union Européenne, tels que décrits dans les notes annexes.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport ;

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris La Défense et Neuilly, le 13 septembre 2005

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

Jean-Paul Vellutini

Deloitte & Associés

Alain Penanguer